

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DU BUDGET

Document n° 2

**EXPOSÉ GÉNÉRAL DU PROJET  
DE LOI DE FINANCES DE  
L'EXERCICE 2017**

Kinshasa, Octobre 2016

## TABLE DES MATIERES

---

TABLE DES MATIERES.....	ii
LISTE DES ACRONYMES.....	iii
INTRODUCTION.....	1
<b>I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2016 ET PERSPECTIVES POUR 2017 .....</b>	<b>2</b>
1.1. Environnement économique international en 2016 .....	2
1.1.1. Evolution de la production mondiale .....	2
1.1.2. Evolution des prix à la consommation.....	4
1.1.3. Evolution des cours des métaux, du pétrole et des produits agricoles....	4
1.2. Perspectives économiques mondiales en 2017 .....	7
1.2.1. Croissance et inflation.....	7
1.2.2. Marchés des produits de base et du pétrole .....	10
<b>II. EVOLUTION ECONOMIQUE NATIONALE RECENTE ET PERSPECTIVES POUR 2017 .....</b>	<b>11</b>
2.1. Environnement économique national pour 2016 .....	11
2.1.1. Evolution de la production nationale .....	11
2.1.2. Evolution de l'inflation en 2016.....	13
2.1.3. Evolution du taux de change en 2016 .....	14
2.1.4. Evolution des réserves internationales en 2016 .....	14
2.2. Perspectives économiques nationales pour 2017 .....	15
<b>III. SYNTHESE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES A FIN JUIN 2016..</b>	<b>17</b>
3.1. Réalisation des recettes à fin juin 2016 .....	17
3.2. Exécution des dépenses à fin juin 2016.....	18
3.3. Perspectives à fin décembre 2016.....	20
<b>IV. PRESENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2017.....</b>	<b>22</b>
4.1. Contexte d'élaboration et cadrage macroéconomique.....	22
4.1.1. Cadre macroéconomique .....	23
4.1.2. Principaux agrégats budgétaires 2017.....	24
4.1.2.1. <i>Configuration des recettes</i> .....	24
4.1.2.2. <i>Configuration des dépenses</i> .....	28
CONCLUSION.....	32

## **LISTE DES ACRONYMES**

BAD	: Banque Africaine de Développement
BCC	: Banque Centrale du Congo
CBMT	: Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDMT	: Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CENI	: Commission Electorale Nationale et Indépendante
CPCM	: Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique
C2D	: Contrat de Désendettement et de Développement
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, judiciaires, Domaniales et de participations
DPSB	: Direction de la Préparation et du Suivi du Budget
EPS	: Enseignement Primaire et Secondaire
ESU	: Enseignement Supérieur et Universitaire
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
ETP	: Enseignement Technique et Professionnel
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FC	: Francs Congolais
FMI	: Fonds Monétaire International
IPR	: Impôt Professionnel sur le Revenu
INS	: Institut National de la Statistique
LOFIP	: Loi relative aux Finances Publiques
PAG	: Programme d'Action du Gouvernement
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNC	: Police Nationale Congolaise
PNSD	: Plan National Stratégique de Développement
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
RDC	: République Démocratique du Congo
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	: United States Dollar (Dollar Americain)

## **INTRODUCTION**

L'exposé général est aligné parmi les documents servant d'annexe au projet de Loi de finances de l'année, conformément aux prescrits de l'article 79 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances Publiques.

Pour l'exercice 2017, ce document présente l'environnement économique international et national en 2016 ainsi que les perspectives de 2017. Il fait également l'économie de l'exécution de la Loi des Finances à fin juin 2016 et celle du projet de loi des Finances de l'exercice 2017.

Il est structuré de la manière suivante :

1. Environnement économique international en 2016 et perspectives pour 2017 ;
2. Evolution économique nationale récente et perspectives pour 2017 ;
3. Synthèse de l'exécution de la Loi de finances à fin juin 2016 ;
4. Présentation du projet de loi de finances 2017.

## **I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2016 ET PERSPECTIVES POUR 2017**

L'environnement économique international est examiné à l'aune de l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques, essentiellement le taux de croissance de la production mondiale et le taux d'inflation, qui influent sur la demande mondiale. Cet examen portera également sur l'évolution des cours des métaux, du pétrole et des produits agricoles sur le marché international qui ont un lien avec les principaux produits d'exportation ou d'importation de la République Démocratique du Congo.

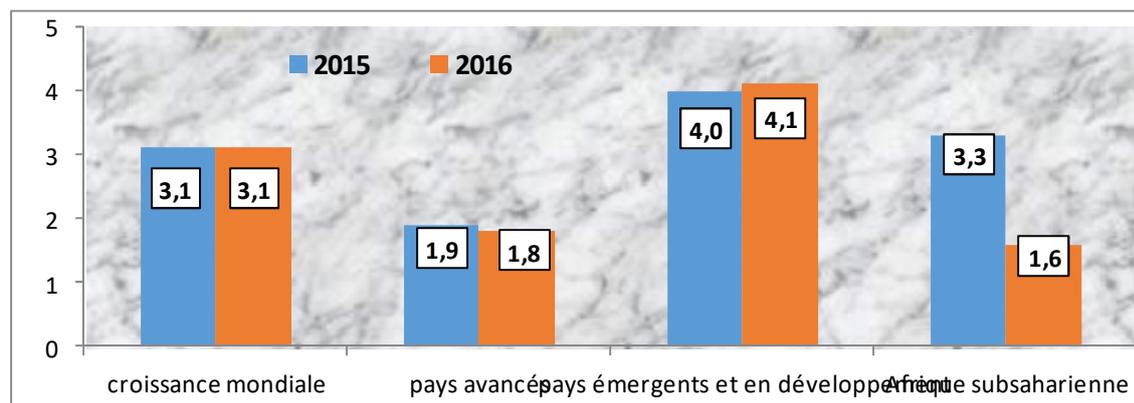
Dans ce cadre, il sera successivement abordé l'environnement économique international en 2016 et les perspectives économiques pour 2017.

### **1.1. Environnement économique international en 2016**

Globalement, la situation économique internationale est caractérisée en 2016 par la stabilisation de l'activité après le ralentissement enregistré une année plus tôt, dans un contexte d'une inflation faible et d'un léger redressement des cours du pétrole et des métaux.

#### **1.1.1. Evolution de la production mondiale**

Selon les estimations du Fonds Monétaire International de juillet 2016, la production mondiale à fin décembre 2016 devrait se situer au même niveau que celui observé en 2015 avec un taux de croissance de **3,1%**, comme indiqué dans le graphique 1.

**Graphique 1** : Croissance économique mondiale et régionale entre 2015 et 2016

**Source** : sur base des données tirées des perspectives économiques du FMI de juillet 2016'

L'économie des pays avancés va connaître un léger repli, en raison du ralentissement observé dans certains pays tels que les Etats-Unis qui devraient enregistrer une perte de croissance de **0,2%** par rapport à 2015. Il en est de même notamment de l'Espagne qui va tirer vers le bas la croissance de l'activité économique dans la zone euro, et du Royaume Uni dont le taux de croissance devrait se situer à **1,7%** contre **2,2%** en 2015, dans le contexte du « Brexit ».

La situation économique devrait demeurer stable dans les pays émergents et en développement avec les perspectives de reprise qui se dessinent. Le taux de croissance de cette région devrait se situer à **4,1%** en 2016 contre **4,0%** en 2015. Toutefois, les principaux pays émergents de l'Asie, à savoir la Chine et l'Inde, continuent à enregistrer le ralentissement de leurs économies respectives, de **6,9%** en 2015 à **6,6%** en 2016 pour la Chine et de **7,6%** à **7,4%** pour l'Inde.

En raison des relations commerciales existantes, le repli de l'activité dans ces deux pays d'Asie explique en grande partie les contreperformances économiques de l'Afrique subsaharienne dont le taux de croissance du PIB devrait baisser à **1,6%** en 2016 contre **3,3%** une année auparavant.

Les pays producteurs du pétrole et des métaux de la sous-région sont les plus affectés par cette baisse de l'activité. Il s'agit notamment du Nigeria, de l'Angola et du Gabon, qui peinent à s'adapter à la diminution des recettes tirées de la vente du pétrole. Le principal pays émergent d'Afrique, l'Afrique du Sud, connaît également une situation économique difficile en 2016 avec une croissance du PIB réel qui ne devrait pas dépasser **0,1%** contre **1,3%** en 2015.

### 1.1.2. Evolution des prix à la consommation

En ce qui concerne l'inflation mondiale, il convient de noter que, globalement, les pays avancés vont continuer à enregistrer de faibles taux d'inflation, en dépit d'une légère remontée des prix à la consommation de **0,3%** en 2015 à **0,7%** en 2016. De même, dans les pays émergents et en développement, les prix à la consommation devraient baisser légèrement à **4,6%** en 2016 contre **4,7%** une année plus tôt.

### 1.1.3. Evolution des cours des métaux, du pétrole et des produits agricoles

Sur le marché international, l'évolution des cours du cuivre, du cobalt, de l'or et du pétrole est résumée dans le tableau 1.

Tableau 1 : Evolution des cours moyens mensuels des produits miniers et énergétiques (en dollar us)

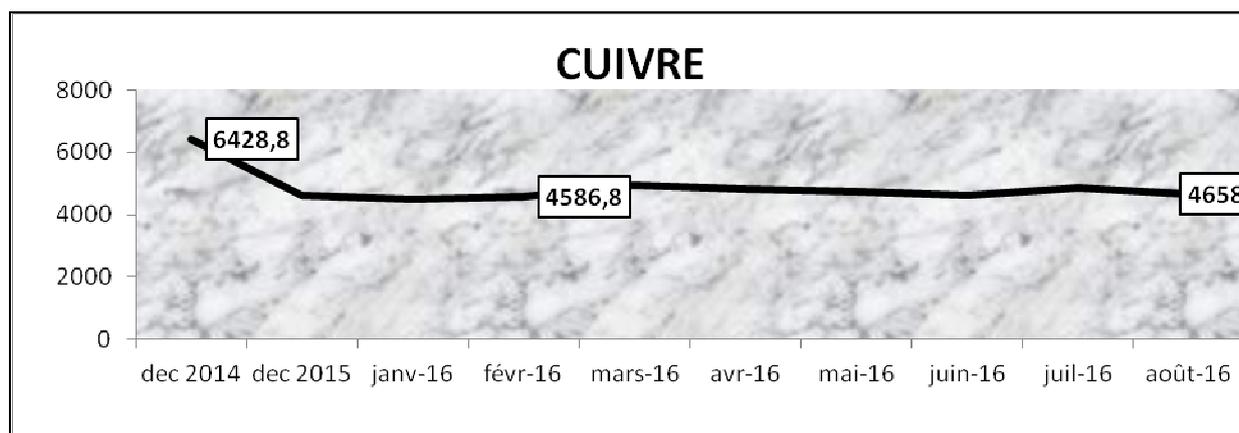
Années / Produit	2014	2015	2016							
	Déc	Déc	Janv	Fev	Mars	Avr	mai	Juin	Juil	Aout
<b>Cuivre (tonne)</b>	6.428,8	4.628,0	4.481,5	4.586,9	4.952,0	4.840,9	4.736,9	4.624,1	4.853,7	4.658,0
<b>Cobalt (tonne)</b>	31.535,7	22.569,3	22.942,3	24.109,1	24.484,1	24.350,9	23.785,9	24.182,2	24.445,5	25.496,7
<b>Or (once)</b>	1.198,2	1.069,9	1.094,1	1.193,9	1.243,5	1.240,3	1.260,2	1.272,9	1.338,3	1.324,5
<b>Pétrole (baril /brent)</b>	62,9	38,9	32,3	33,6	39,8	43,3	47,6	49,9	46,6	49,6

Source : sur base des condensés statistiques de la BCC

Il ressort de ce tableau les évolutions suivantes par produit :

- **Pour le cuivre**, son cours a baissé de **6.428,8 USD** la tonne à fin décembre 2014 à **4.628,0 USD** pour la période correspondante de 2015. Depuis le mois de mars 2016, il s'observe un léger redressement du cours au-dessus de son niveau de décembre 2015. Néanmoins, il demeure relativement bas par rapport à son niveau d'avant 2015, tel qu'illustré par le graphique 2.

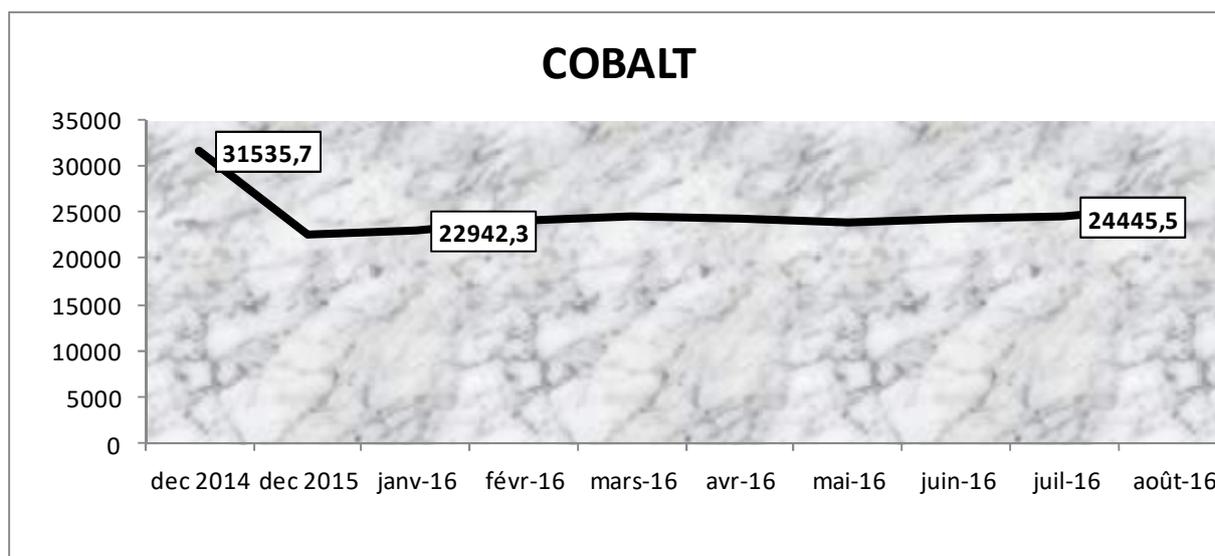
**Graphique 2 : Evolution du cours du Cuivre de décembre 2014 à août 2016**



**Source** : sur base des données tirées des condensés statistiques de la BCC, Août 2016

- **En ce qui concerne le Cobalt**, son cours a connu quasiment la même évolution que celui du cuivre. Il a enregistré une baisse considérable à fin décembre 2015 se situant à **22.569,3 USD** la tonne contre **31.535,7 USD** à fin décembre 2014. Une légère remontée de cours du cobalt a été enregistrée depuis le mois de février 2016, se situant à environ **24.511,4 USD** la tonne en moyenne mensuelle. Cette évolution est illustrée par le graphique 3.

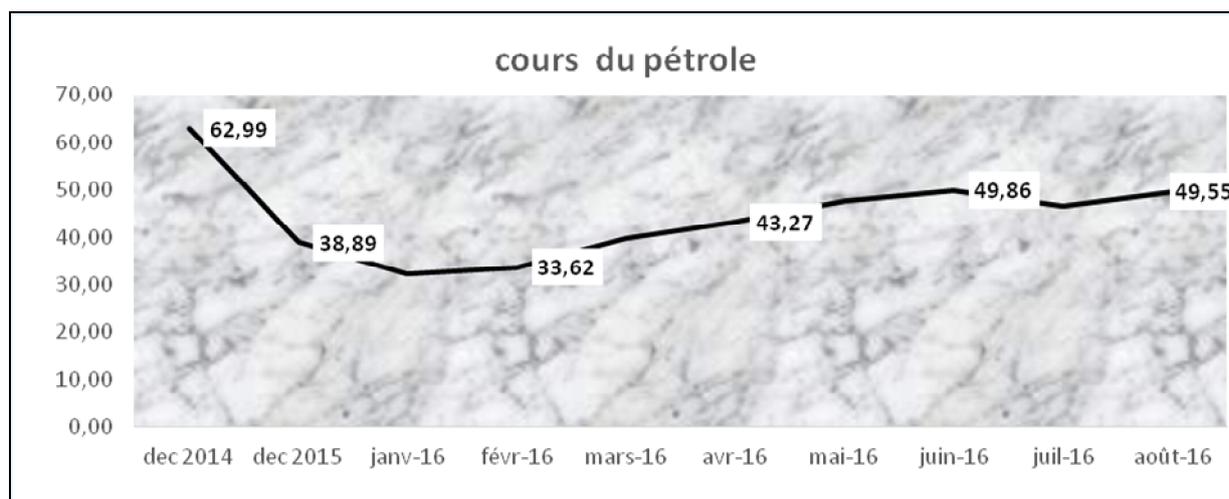
**Graphique 3 : Evolution du cours du Cobalt de décembre 2014 à août 2016**



**Source** : sur base des données tirées des condensés statistiques de la BCC, Août 2016

- **S'agissant de l'or**, son cours a connu une baisse moins significative que celui des autres métaux. Il est passé de **1.198,2 USD** l'once en 2014 à **1.069,1 USD** à fin décembre 2015. Il connaît une remontée modérée d'environ **1.268,9 USD** l'once en moyenne mensuelle sur la période allant de février à août 2016.
- **Quant au pétrole**, le prix du baril du Brent a chuté de **62,9 USD** à fin 2014 à **38,89 USD** à la période correspondante de 2015. Cependant, depuis mai 2016, il s'observe une remontée de son prix qui fluctue entre **43** et **50 USD**, telle qu'illustrée par le graphique 4.

**Graphique 4 : Evolution du cours du Pétrole de décembre 2014 à août 2016**



**Source** : sur base des données tirées des condensés statistiques de la BCC, Août 2016

- **Pour ce qui est des prix des *produits agricoles*** (riz, blé, maïs), il s'observe sur le marché mondial, comme pour les métaux, une tendance au fléchissement des prix à partir de décembre 2015 jusqu'à fin août 2016, en raison de la vigueur de l'offre face à l'atonie de la demande telle qu'illustrée dans le tableau 2.

Tableau 2 : Evolution des cours des produits agricoles de décembre 2014 au 25 août 2016

Année / Produit agricoles	2014	2015	2016							
	Déc	Déc	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août
Riz Chicago cts/lb	12,10	11,2	11,18	10,86	10,27	10,27	11,32	11,17	9,94	9,79
Blé Chicago cts/boisseau	614,66	472,63	472,82	460,29	464,03	470,68	465,53	476,14	407,75	401,25
Maïs Chicago USD/tonne	146,09	135,65	132,53	133,53	133,78	136,67	143,52	151,02	126,01	122,06

**Source** : sur base des données tirées des condensés statistiques de la BCC, Août 2016

## 1.2. Perspectives économiques mondiales en 2017

Ce point aborde l'évolution de l'activité économique postulée en 2017 au niveau tant mondial que régional ainsi que le rythme de formation des prix. En outre, il donne des indications sur le comportement attendu des cours des produits de base et du pétrole qui ont une incidence sur l'économie congolaise.

### 1.2.1. Croissance et inflation

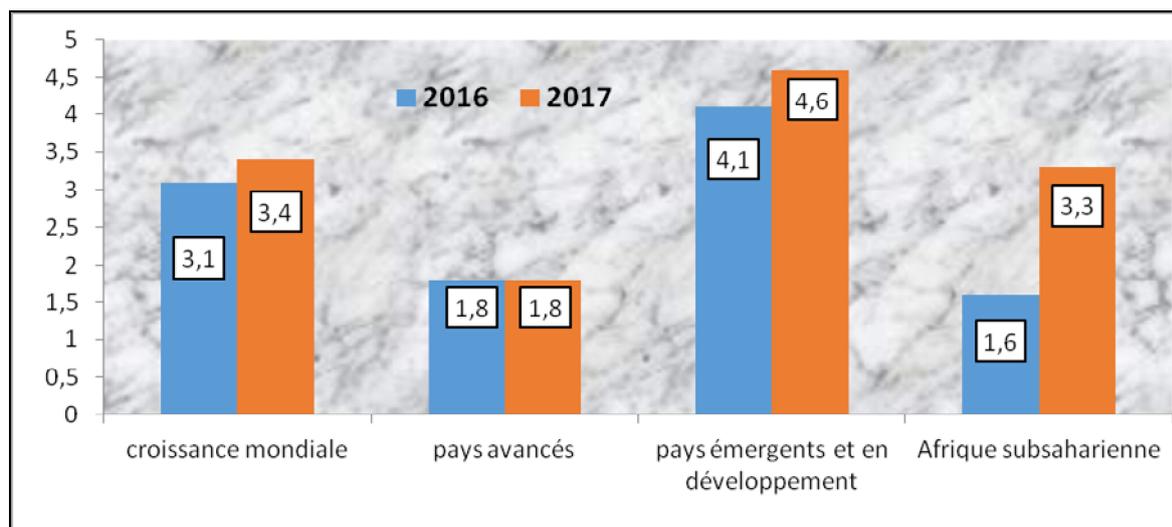
Selon les prévisions du FMI de juillet 2016, la croissance du PIB mondial pour l'année 2017 pourrait s'établir à **3,4%** contre une estimation de **3,1%** pour 2016. Cette reprise serait impulsée par la bonne tenue de l'activité économique dans les pays émergents et en développement, en dépit des incertitudes dues au brexit dans les pays avancés.

En effet, dans les pays émergents et en développement, en dépit du ralentissement attendu en Chine, la croissance du PIB réel devrait passer de **4,1%** en 2016 à **4,6%** en 2017. La région sera marquée, notamment, par les faits suivants :

- Les améliorations de la production enregistrées dans certains grands pays émergents dont le Brésil et la Russie, soit respectivement de **0,5%** et **1,0%** en 2017 contre **-3,3%** et **-1,2%** en 2016, dues notamment à la montée des cours du pétrole (Russie) et la bonne tenue de la demande intérieure (Brésil) ;
- le ralentissement en Chine qui devrait se poursuivre avec une croissance de **6,2%** en 2017 contre **6,6%** en 2016 ;
- le retour à des taux positifs en Amérique latine et dans la communauté des états indépendants (ex républiques soviétiques), soit respectivement **1,6%** et **1,5%** en 2017 contre **-0,4%** et **-0,6%** en 2016.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique devrait, pour l'année 2017, rester sur une trajectoire inférieure aux tendances précédentes, qui se sont situées autour d'une moyenne de 5% sur la période 2010 à 2015. La croissance moyenne de la région pourrait remonter à **3,3%** en 2017 venant de **1,6%** en 2016, grâce à un léger redressement des cours des produits de base et à une mise en œuvre rapide des politiques publiques.

Graphique 5 : Croissance économique mondiale et régionale en 2016 et 2017



Source : FMI, perspectives de l'économie mondiale, juillet 2016

Au niveau des pays avancés, le taux de croissance économique serait identique en 2016 et 2017, se situant à 1,8%. Cependant, cette évolution cache une situation mitigée qui devrait s'observer au niveau de la région due à la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne.

En effet, dans la zone euro, il s'observerait une baisse de croissance économique qui passerait de 1,6% en 2016 à 1,4% en 2017, due principalement au Brexit.

Quant au Royaume-Uni, du fait de l'incertitude grandissante issue du référendum sur le « Brexit » qui devrait affaiblir sensiblement la demande intérieure, la croissance serait de 1,3% en 2017 contre 1,7% en 2016.

Aux États-Unis, le début d'une reprise, quoique modeste, devrait s'observer, soutenue par la demande intérieure. Celle-ci est liée à la reprise graduelle de la croissance des salaires, le marché du travail s'approchant d'une situation de plein emploi. Ainsi, le taux de croissance devrait varier positivement de 2,2% en 2016 à 2,5% en 2017. Toutefois, ces prévisions pourraient subir les contrecoups des incertitudes liées au « Brexit » et à l'appréciation attendue du dollar américain.

En dépit de la reprise attendue à l'échelle mondiale, il subsiste des risques de dégradation considérables parmi lesquels, la persistance d'une demande faible et la baisse des investissements, surtout dans les pays exportateurs de produits de base dont les termes de l'échange se sont effondrés. Par ailleurs, le risque lié au « Brexit » pourrait détériorer la situation sur le marché financier international, principalement dans le secteur bancaire européen.

S'agissant des prix à la consommation pour 2017, il convient de noter qu'ils pourraient continuer à augmenter dans les pays avancés, principalement du fait d'une éventuelle hausse du prix du pétrole. Le taux d'inflation se situerait à 1,6% en 2017 contre 0,7% en 2016.

Dans les pays émergents et les pays en développement, l'inflation passerait de **4,6%** en 2016 à **4,4%** en 2017.

### **1.2.2. Marchés des produits de base et du pétrole**

Les perspectives du FMI de juillet 2016 renseignent que les cours des matières premières hors combustibles (cuivre, cobalt ...) devraient connaître une légère amélioration en 2017. Ils passeraient d'une variation moyenne annuelle de **-3,8%** en 2016 à **-0,6%** en 2017.

En effet, en moyenne mensuelle, les cours du cuivre et du cobalt passeraient respectivement de **4.825,9 USD** et **27.412,7 USD** la tonne en décembre 2016 à **4.996,5 USD** et **32.775,1 USD** la tonne en décembre 2017.

En ce qui concerne le pétrole, après avoir atteint un cours moyen de **38,9 USD** le baril en décembre 2015, son niveau, en moyenne mensuelle, devrait se situer à **49,2 USD** en décembre 2016 et à **56,1 USD** le baril pour l'année 2017, suite à une progression modeste de la demande.

## II. EVOLUTION ECONOMIQUE NATIONALE RECENTE ET PERSPECTIVES POUR 2017

Ce point décrit (i) l'environnement économique national dans lequel le projet de loi de finances 2017 est élaboré en indiquant pour 2016, le niveau de croissance économique, l'évolution de l'inflation, du taux de change, des réserves internationales ainsi que celle de la masse monétaire et (ii) les perspectives économiques nationales pour 2017.

### 2.1. Environnement économique national pour 2016

L'économie nationale a connu une croissance de 9,5% en 2014 et un repli à **6,9%** en 2015. Ce repli devrait se poursuivre avec un taux de croissance qui pourrait se situer à **4,3%** en 2016.

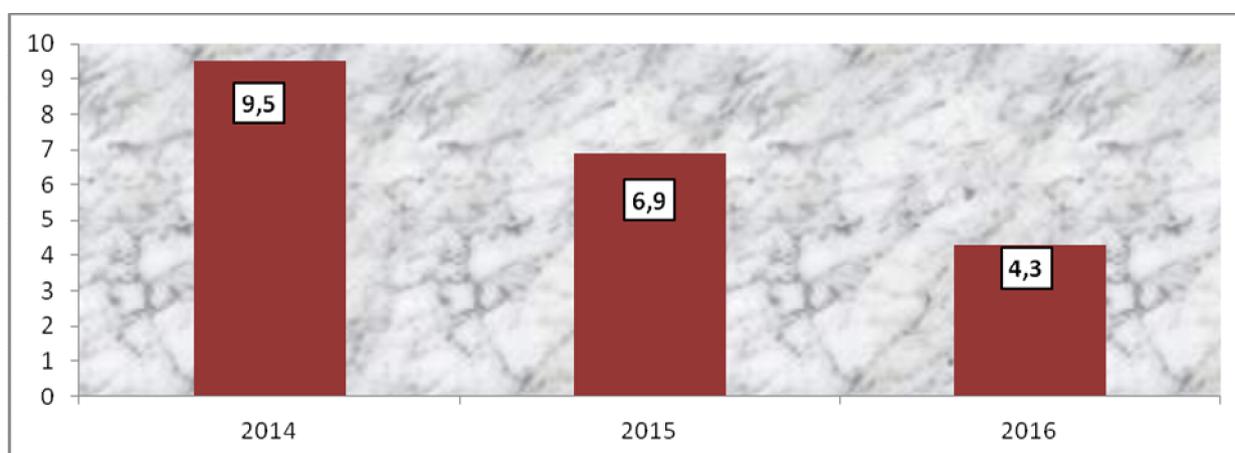
Le ralentissement observé depuis 2015 tient à la morosité de l'économie mondiale, caractérisée par un frémissement de la demande globale et un niveau relativement bas des cours des matières premières.

S'agissant des prix intérieurs, il a été observé une inflation de **1,03%** en 2014 et de **0,82%** en 2015. A fin 2016, le taux d'inflation annualisé serait de 3,48% contre un objectif d'inflation de **4,2%**.

#### 2.1.1. Evolution de la production nationale

Selon les estimations de la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), sur base des réalisations de la production à fin juin 2016, le taux de croissance devrait se situer à **4,3%** en 2016 contre **6,9%** observée en 2015.

Graphique 6: Croissance économique nationale de 2014 à 2016



**Source** : sur base des données de la CESCN

Ce ralentissement de la croissance s'expliquerait principalement par la baisse des cours des produits miniers sur le marché international.

### 2.1.1.1. Contribution des secteurs dans la croissance

Pour l'année 2016, l'activité économique sera essentiellement impulsée par les secteurs tertiaire et secondaire, soit respectivement 2,6 et 1,3 points de pourcentage, en termes de contribution à la croissance. Le secteur primaire va y contribuer, dans une moindre mesure, à hauteur de 0,4 point comme l'indique le tableau 2.

**Tableau 2.** Contribution sectorielle à la croissance du PIB réel : 2015 – 2016

<b>BRANCHES D'ACTIVITES</b> PIB à prix constant de 2005	<b>2015</b> milliards de CDF	<b>2016</b> milliards de CDF	<b>2015</b>	<b>2016</b>
			contribution en point de %	contribution en point de %
<b>Secteur primaire</b>	<b>4 564,2</b>	<b>4 611,2</b>	<b>2,0</b>	<b>0,4</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 780,0	1 833,3	0,8	0,5
Extraction	2 784,1	2 777,9	1,3	-0,1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1 672,8</b>	<b>1 813,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>
Industries manufacturières	1 237,9	1 362,1	1,5	1,2
Bâtiment et travaux publics	370,2	381,7	-0,3	0,1
Electricité, gaz, vapeur et eau	64,7	69,2	0,0	0,0
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>4 232,9</b>	<b>4 510,5</b>	<b>3,5</b>	<b>2,6</b>
Transports et Télécommunications	1 339,1	1 466,7	1,2	1,2
Commerce	1 569,0	1 685,3	1,5	1,1
PIB au prix de base	10 469,8	10 934,7	6,7	4,3
Taxes sur les produits	321,1	322,6	0,2	0,0
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>10 790,9</b>	<b>11 257,2</b>	<b>6,9</b>	<b>4,3</b>

*Source : sur base des données de la CESC*

Le dynamisme du secteur tertiaire est consécutif à la vigueur des activités des branches «Transports et télécommunications» et «Commerce», dont les contributions à la croissance se situent respectivement à 1,2 et 0,7 point de pourcentage, grâce, d'une part, à l'amélioration des voies et moyens de communication et à la mise en service de plusieurs entreprises de transport et, d'autre part, à l'amélioration des revenus des ménages avec un effet positif sur la consommation.

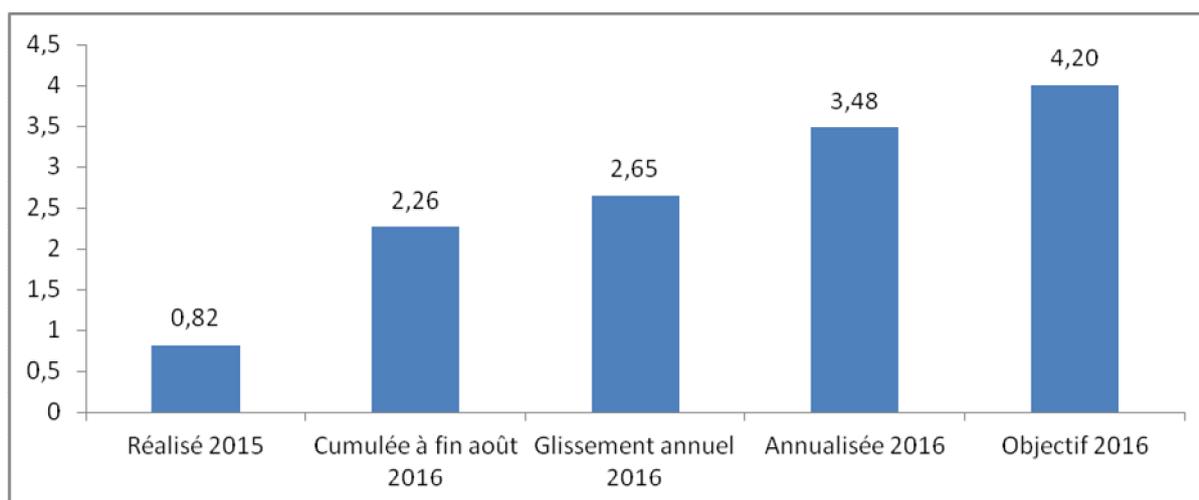
S'agissant du secteur secondaire, classé au deuxième rang au titre de contribution à la croissance, sa participation serait de 1,3 en 2016 contre 1,2 point en 2015. Cette évolution serait liée principalement à l'amélioration des activités de la branche «Bâtiments et travaux publics» qui est passée d'une contribution négative de 0,3 à 0,1 point de croissance.

Concernant le secteur primaire, sa contribution attendue en 2016 est de 0,4 contre 2,0 points de croissance en 2015. Ce recul résulterait essentiellement de la contre-performance dans la branche « industries extractives » dont la contribution se situerait à - 0,1 en 2016 contre 1,3 point de croissance en 2015, du fait de la baisse des cours de principaux produits miniers sur le marché international.

### **2.1.2.Evolution de l'inflation en 2016**

La variation du niveau général des prix des biens et services sur le marché est restée à un niveau bas se situant à **1,03%** en 2014 et **0,82%** en 2015.

L'inflation cumulée à fin août 2016 serait de **2,26%** et se situerait à **2,65%** en glissement annuel et à **3,48%** en annualisé contre un objectif de **4,2%** à fin décembre 2016.

**Graphique 7: Evolution de l'inflation en 2015 et 2016 (en %)**

*Source : sur base des données de l'INS*

### **2.1.3. Evolution du taux de change en 2016**

S'agissant du marché de change, la valeur de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères a été globalement stable entre 2014 et 2015. Le taux de change indicatif a fluctué, en 2015, dans l'intervalle de **924 à 928 FC** le dollar américain, dégageant une légère dépréciation de **0,37%** par rapport à 2014 contre une appréciation de **0,10%** une année auparavant.

Cependant, au cours des huit premiers mois de 2016, il s'est observé une surchauffe sur le marché de change consécutive essentiellement à une expansion de la liquidité, dans un contexte de baisse de l'offre des devises. Cette situation est attestée par une dépréciation de **9,7%** du cours indicatif du Franc congolais par rapport au Dollar américain, qui est passé de **927,91 FC** à fin décembre 2015 à **1 017,92 FC** pour **1 USD** à fin août 2016.

### **2.1.4. Evolution des réserves internationales en 2016**

En 2015, le niveau des réserves internationales a été évalué à **1.403,6 millions de dollars US**, représentant 1,3 mois d'importation. Comparé à son niveau de 2014 situé à **1.644,5 millions de dollars US**, correspondant à une couverture de 1,8 mois, il s'observe une baisse de réserves de **240,9 millions de dollars US**.

A mi-août 2016, le niveau des réserves internationales a baissé à **1.026,81 millions de dollars US** correspondant à 1,05 mois d'importations des biens et services.

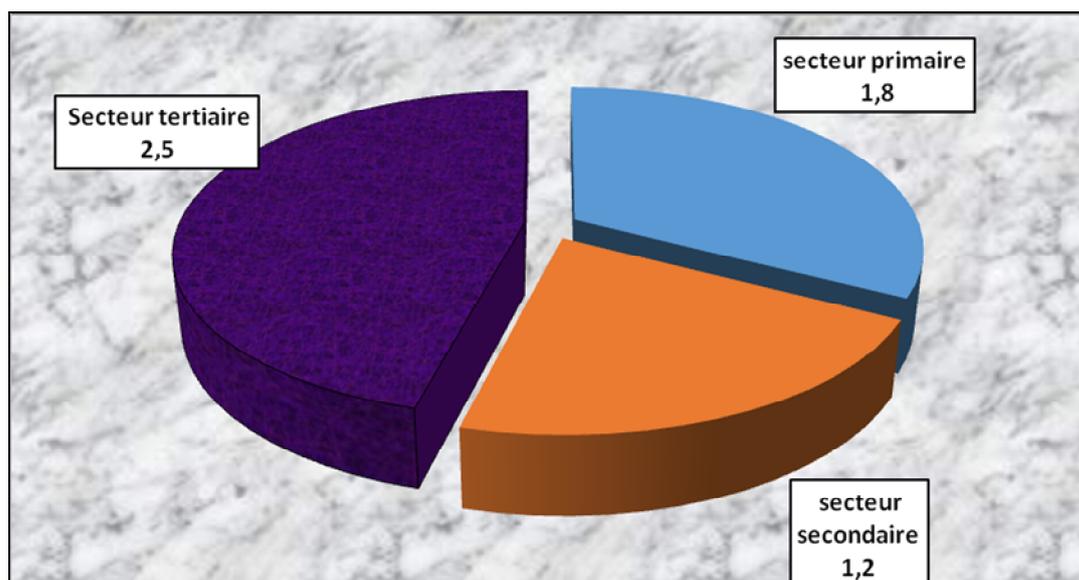
## 2.2. Perspectives économiques nationales pour 2017

Ce point présente pour 2017, l'évolution de l'activité économique, de l'inflation et du taux de change.

Les projections du Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique de la RDC prévoient une reprise en 2017 de l'activité économique qui porterait la croissance à **5,7%** contre **4,3%** estimé en 2016. Cette reprise serait tributaire de la mise en œuvre des mesures de stabilisation et de relance économiques prises par le gouvernement, lesquelles devraient impacter notamment la production agricole. Elle serait également impulsée par le redressement des cours de principaux produits d'exportations de la RDC.

En termes de contribution à la croissance, la branche « agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche » devrait se situer à 1,8 contre 0,4 point de croissance attendue au terme de l'année en cours. Les mines connaîtraient aussi un accroissement de leur contribution qui passerait de -0,1 point estimé en 2016 à 1,0 point en 2017 (voir graphique 8).

**Graphique 8: contribution sectorielle dans la croissance en 2017**



**Source :** sur base des données du CPCM

Quant aux secteurs secondaire et tertiaire, ils évolueraient quasiment comme en 2016, avec respectivement une contribution de 1,2 et 2,5 point de croissance.

**En ce qui concerne l'inflation**, l'objectif du Gouvernement est de la maintenir à un niveau bas au cours de l'année 2017, avec un taux moyen et un taux fin période qui ne devraient pas dépasser **4,2%**, et ce, grâce à une meilleure coordination des politiques budgétaire et monétaire, dans un contexte d'absence d'inflation importée.

De même, **le taux de change indicatif** se situerait à **1.100,0 FC** en 2017 contre **1.052,6 FC** pour 1 USD à fin décembre 2016.

### III. SYNTHÈSE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES A FIN JUIN 2016

Au cours du premier semestre 2016, les recettes ont été mobilisées à hauteur de **2.305,7 milliards de FC** contre les dépenses exécutées de l'ordre de **2.473,6 milliards de FC**, soit un solde négatif de **167,9 milliards de FC**.

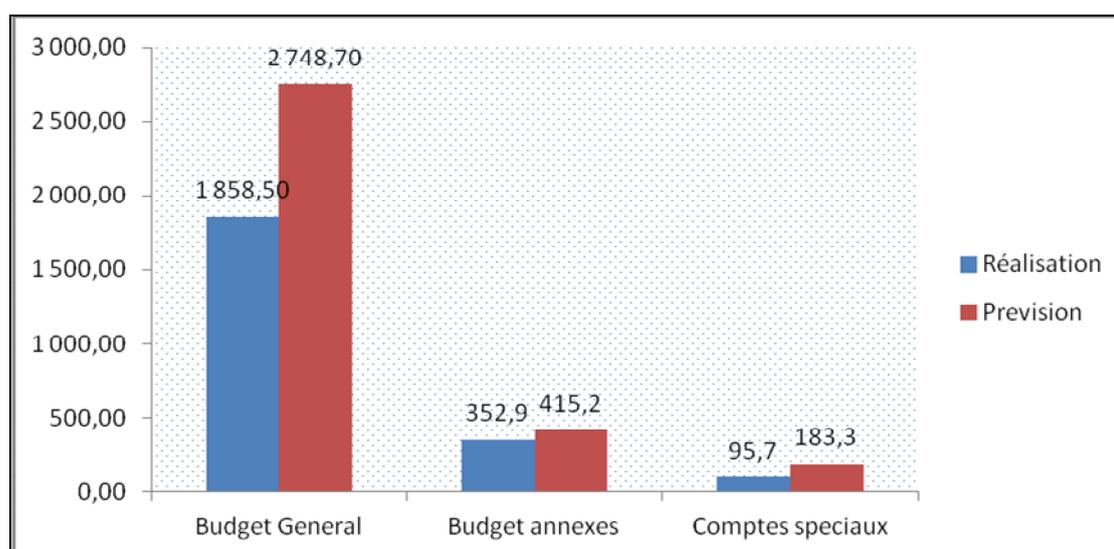
#### 3.1. Réalisation des recettes à fin juin 2016

Les recettes globales mobilisées au premier semestre 2016 s'élèvent à **2.305,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **3.347,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **68,9%**.

Comme l'illustre le graphique 9, ces recettes sont constituées des réalisations au titre de :

- Budget général de l'ordre de **1.857,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.748,7 milliards de FC**, soit **67,6%** ;
- Budgets annexes de **352,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **415,2 milliards de FC**, soit **85,0%** ;
- Comptes spéciaux de **95,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **183,3 milliards de FC**, soit **52,2%**.

Graphique 9 : Prévisions et réalisations des recettes par type des budgets à fin juin 2016 (en milliards de FC)

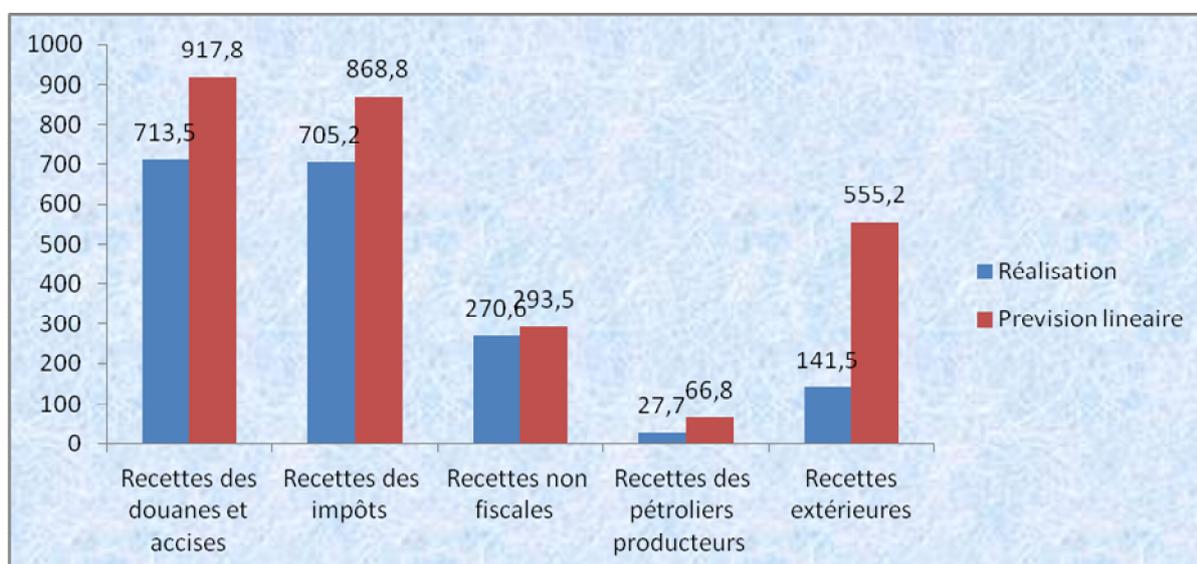


Source : DPSB, statistiques de réalisations tirées du TOFE.

A fin juin 2016, les recettes réalisées par nature se présentent comme suit : (graphique 10) :

- Recettes des douanes et accises : **713,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **917,8 milliards de FC**, soit **77,8%** ;
- Recettes des impôts : **705,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **868,8 milliards de FC**, soit **81,2%** ;
- Recettes non fiscales : **268,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **293,5 milliards de FC**, soit **91,6%** ;
- Recettes des pétroliers producteurs : **27,7 milliards de FC** contre une prévision de la période évaluée à **66,8 milliards de FC**, soit **41,5%** ;
- Recettes extérieures : **141,5 milliards de FC** contre une prévision de la période de **555,2 milliards de FC**, soit **25,5%**.

Graphique 10 : Présentation des réalisations par nature des recettes (en milliards de FC)



Source : DPSB, statistiques de réalisations tirées du TOFE.

### 3.2. Exécution des dépenses à fin juin 2016

Les dépenses globales exécutées à fin juin 2016 se chiffrent à **2.473,6 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **3.347,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **73,9%**.

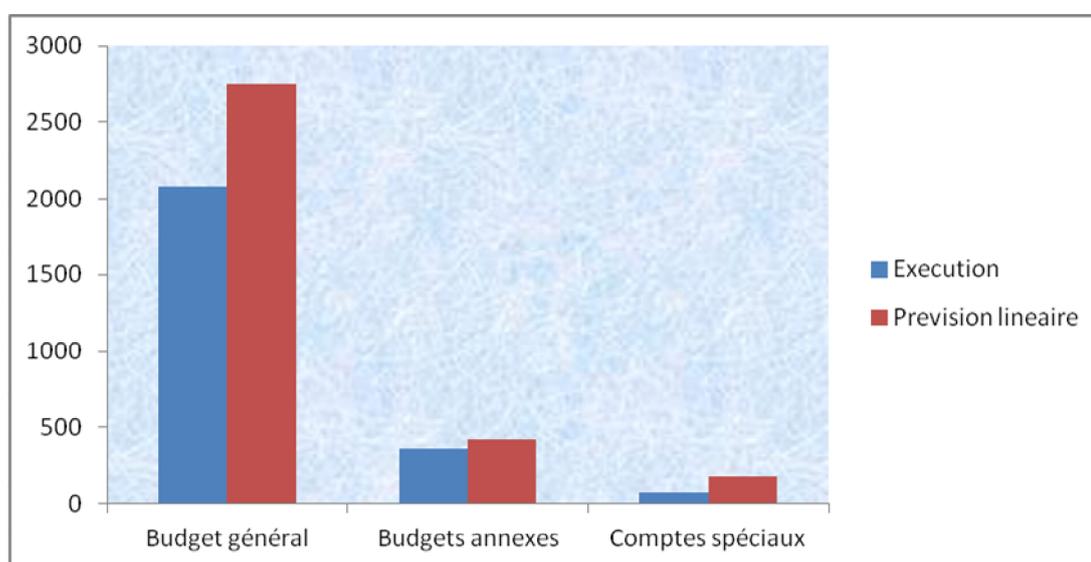
Par type de budget, ces dépenses sont ventilées comme suit :

- Budget général : **2.036,3 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **2.748,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **74,1%** ;

- Budgets annexes : **352,9 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **415,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **85,0%** ;
- Comptes spéciaux : **84,4 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **183,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **46,0%**.

Le graphique 11 illustre le niveau d'exécution des dépenses par type de budget.

Graphique 11: Niveau d'exécution des dépenses par type de budget (en milliards de FC)



Source : DPSB, Etats de suivi budgétaire à fin juin 2016.

S'agissant du Budget général, le niveau d'exécution par grande rubrique budgétaire se présente de la manière suivante :

- Dette publique : **135,1 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **83,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **161,7%** ;
- Frais financiers : **40,3 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **39,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **103,0%** ;
- Dépenses de personnel (rémunération) : **976,3 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **990,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **98,5%** ;

- Biens, matériels et prestations (fonctionnement) : **96,1%** d'exécution, soit **350,2 milliards de FC** dont **132,3 milliards de FC** pour les institutions (**128,5%**), **199,7 milliards de FC** pour les ministères (**84,3%**), **18,1 milliards de FC** pour les charges communes (**92,4%**), **2,1 milliards de FC** pour le financement des réformes (**43,5%**) ;
- Transferts et subventions : **65,9%** d'exécution, soit **307,3 milliards de FC**, constitués de **67,2 milliards de FC** au titre de rétrocession aux administrations financières, **69,9 milliards de FC** du transfert pour le fonctionnement des provinces, **52,6 milliards de FC** d'interventions économiques, sociales et culturelles, **10,8 milliards de FC** au titre de subventions aux organismes auxiliaires et **106,8 milliards de FC** de TVA remboursable (**55,7%**) ;
- Investissements : **26,5%** d'exécution, soit **174,4 milliards de FC** dont **16,6 milliards de FC** des projets du Gouvernement central (**18,6%**), **0,8 milliards de FC** de la contrepartie des projets (**5,1%**), **18,2 milliards de FC** des projets des provinces (**22,3%**) et **138,7 milliards de FC** des ressources extérieures (**29,5%**) ;
- Dépenses exceptionnelles : **52,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **36,0%**.

### 3.3. Perspectives à fin décembre 2016

#### a) Recettes

A fin décembre 2016, les recettes totales pourront atteindre **4.338,1 milliards de FC** dont **3.306,1 milliards de FC** des recettes courantes réparties comme suit :

- Recettes de douanes et accises : **1.289,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **70,3%** ;
- Recettes des impôts : **1.579,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **90,9%** ;
- Recettes non fiscales : **381,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **65,0%** ;
- Pétroliers Producteurs : **55,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **41,5%**.

## b) Dépenses

Les dépenses projetées à fin décembre 2016 s'élèvent **4.808,5 milliards de FC** comprenant **3.933,9 milliards de FC** au titre du budget général, **705,8 milliards de FC** des budgets annexes et **168,8 milliards de FC** des comptes spéciaux.

Les dépenses du budget général peuvent être déclinées par rubriques budgétaires comme suit :

- Dette publique : **270,2 milliards de FC**, contre une prévision de **167,1 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **161,7%** ;
- Frais financiers : **80,7 milliards de FC**, contre une prévision de **78,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **103,0%** ;
- Dépenses de personnel (rémunération) : **1.952,7 milliards de FC**, contre une prévision de **1.981,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **98,5%** ;
- Biens, matériels et prestations : **96,1%** d'exécution, soit **700,1 milliards de FC** dont **264,6 milliards de FC** pour le fonctionnement des institutions (**128,5%**), **395,2 milliards de FC** pour le fonctionnement des ministères (**85,1%**), **4,2 milliards de FC** pour le financement des réformes (**43,5%**), **36,1 milliards de FC** pour les charges communes (**92,4%**) ;
- Transferts et subventions : **65,9%** d'exécution, soit **614,7 milliards de FC**, dont **213,6 milliards de FC** de TVA remboursable (**55,7%**) ;
- Investissement : **16,0%** d'exécution, soit **210,0 milliards de FC** dont **33,3 milliards de FC** des projets du Gouvernement central (**18,6%**), **1,6 milliards de FC** de la contrepartie (**5,1%**), **36,4 milliards de FC** des projets des provinces (**22,3%**) et **138,7 milliards de FC** des ressources extérieures (**14,7%**) ;
- Dépenses exceptionnelles : **105,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **36,0%**.

## IV. PRESENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2017

### 4.1. Contexte d'élaboration et cadrage macroéconomique

Le projet de Loi de finances de l'exercice 2017 s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan quinquennal 2017-2021 issu du Plan National Stratégique de Développement (PNSD).

Il s'élabore dans un contexte caractérisé :

- **sur le plan politique et sécuritaire**, par la poursuite du processus électoral, de la mise en œuvre de la décentralisation et des réformes essentielles devant accompagner l'action du Gouvernement, notamment dans l'Armée, la Police et les services de sécurité ;
- **sur le plan économique et social**, par la reprise attendue de l'activité économique en 2017 après le ralentissement enregistré en 2015 et 2016, la poursuite des réformes dans les secteurs de l'agriculture, des finances publiques et de l'Administration publique.

Les politiques publiques à mettre en œuvre dans le cadre du présent projet de Loi de finances sont reflétées dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT), à travers les quatre piliers du Plan quinquennal 2017-2021, à savoir :

- la paix, la sécurité, la démocratie et la gouvernance ;
- la gestion macroéconomique et le développement de l'activité économique ;
- les infrastructures, l'environnement et le cadre de vie ;
- le capital humain, l'emploi et le bien-être social.

#### 4.1.1. Cadre macroéconomique

Le projet de Loi de finances 2017 est assis sur les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques repris dans le tableau ci-après :

**Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques 2016 - 2017**

Cadrage macroéconomique	2016			2017	
	Initial	Révisé	Actualisé	Initial	Actualisé
Taux de croissance	9,0%	6,6%	4,30%	5,70%	5,70%
Déflateur PIB	3,41%	3,21%	3,33%	3,37%	3,38%
Taux d'inflation moyen	3,40%	2,60%	4,10%	4,00%	4,20%
Taux d'inflation fin période	3,30%	3,40%	4,20%	4,00%	4,20%
Taux change moyen (FC/USD)	933,45	933,45	1 034,10	1 063,70	1 100,00
Taux change fin période (FC/USD)	939,90	939,90	1 052,60	1 074,70	1 150,00
PIB nominal en milliards FC	41 027	36 980,97	36 032,90	40 394,65	40 634,40

Source : **Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique, juin 2016**

La croissance économique devrait être boostée principalement par le secteur secondaire comme le montre le tableau suivant :

**Tableau 2 : Branches impulsant la croissance de 2016 à 2019**

Branche d'activité	2016	Projections			Moyenne (2017-2019)
		2017	2018	2019	
<b>Secteur primaire</b>	<b>3,9</b>	<b>1,8</b>	<b>3,2</b>	<b>5,5</b>	<b>3,5</b>
<i>Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche</i>	4,5	0,8	1,0	1,1	1,0
<i>Industrie extractive</i>	3,5	1,0	2,2	4,5	2,6
<b>Secteur secondaire</b>	<b>6,6</b>	<b>1,2</b>	<b>2,3</b>	<b>2,7</b>	<b>2,1</b>
<i>Industries manufacturières</i>	7,4	1,0	1,5	1,8	1,4
<i>Bâtiment et travaux publics</i>	3,8	0,2	0,7	0,8	0,6
<i>Electricité, gaz, vapeur et eau</i>	6,2	0,0	0,1	0,2	0,1
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>6,4</b>	<b>2,5</b>	<b>6,0</b>	<b>7,2</b>	<b>5,2</b>
<i>Transports et Télécommunications</i>	8,7	1,1	1,6	2,6	1,8
<i>Commerce de gros et détail</i>	6,3	0,9	2,6	2,6	2,0
<b>PIB au prix du marché (%)</b>	<b>5,3</b>	<b>5,7</b>	<b>11,7</b>	<b>15,9</b>	<b>11,1</b>

Source : **Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique, septembre 2016**

#### 4.1.2. Principaux agrégats budgétaires 2017

Le projet de loi de finances de l'exercice 2017 situe les recettes et les dépenses en équilibre à **5.672,4 milliards de FC** contre **6.694,5 milliards de FC** arrêtés dans la Loi de finances rectificative de l'exercice 2016, ce qui dégage un taux de régression de **15,3%**.

##### 4.1.2.1. Configuration des recettes

###### a) Niveau des recettes

Les recettes projetées pour l'exercice 2017 se chiffrent à **5.672,4 milliards de FC** répartis comme suit :

- Recettes du budget général : **4.399,1 milliards de FC** ;
- Recettes des budgets annexes : **883,3 milliards de FC** ;
- Recettes des comptes spéciaux : **390,0 milliards de FC**.

➤ Les recettes du **budget général** comprennent :

- les **recettes internes** de **3.999,4 milliards de FC**, qui accusent un taux de régression de **8,8%** par rapport à celles de l'exercice 2016 arrêtées à **4.386,9 milliards de FC**. Ces recettes sont constituées de :
  - Recettes courantes : **3.999,4 milliards de FC** contre **4.293,6 milliards de FC**, soit un taux de régression de **6,9%** et une pression fiscale de **9,9%**. Elles sont ventilées de la manière suivante :
    - **Recettes des douanes et accises** : **1.479,4 milliards de FC** contre **1.835,6 milliards de FC** de l'exercice 2016, soit un taux de régression de **19,4%**. La contribution à ces recettes est attendue principalement des impôts et taxes sur les biens et services (**39,20%**), des droits de douane et autres droits à l'importation (**32,95%**) et des droits d'accises en régime intérieur (**17,28%**) et à l'importation (**10,13%**) ;

- Recettes des impôts : **1.736,1 milliards de FC**, accusant **0,1%** de régression de l'exercice 2016 chiffrée à **1.737,5 milliards de FC**. Les principales natures qui concourent à ces recettes sont la TVA (**37,0%**), l'impôt sur les rémunérations (**33,2%**), l'impôt sur les bénéfices et profits (**28,03%**) ;
  - Recettes non fiscales (**DGRAD**) : **636,0 milliards de FC**, soit **8,4%** d'accroissement par rapport à son niveau de 2016 arrêté à **586,9 milliards de FC**. Les assignations attendues proviendront en grande partie des recettes administratives (**55,6%**) et domaniales (**38,4%**) ;
  - Recettes des pétroliers producteurs : **147,9 milliards de FC**, soit **10,7%** d'accroissement par rapport à l'enveloppe de l'exercice 2016 chiffrée à **133,6 milliards de FC**. Ce niveau des recettes a été évalué en tenant compte de la quantité produite de **21.000** barils par jour, du cours moyen de **48 USD**, de la décote de **3 USD** le baril et du niveau des charges déductibles de **40%**.
- Les **recettes extérieures** estimées à **399,7 milliards de FC**, soit un taux de régression de **64,0%** par rapport à celles de 2016 chiffrées à **1.110,5 milliards de FC**. Ces recettes se rapportent essentiellement aux recettes de financement des investissements.
- les recettes des **budgets annexes** chiffrées à **883,3 milliards de FC** sont issues de l'impact du taux de change moyen sur les prévisions de l'exercice 2016 arrêtées à **830,3 milliards de FC**, ce qui dégage un taux d'accroissement de **6,4%**. Ces recettes se rapportent aux institutions supérieures et universitaires ainsi qu'aux hôpitaux et centres de santé.

- Les recettes des **comptes spéciaux** de l'ordre de **390,0 milliards de FC** découlent de l'application du taux de change moyen sur les prévisions de l'exercice 2016 fixées à **366,7 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **6,4%**. Elles sont constituées essentiellement des recettes des comptes d'affectation spéciale répertoriés à ce jour, à savoir le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI), le Fonds National d'Entretien Routier (FONER), la Régie des Voies Aériennes (RVA) pour le Go-pass, le Fond Forestier National (FFN), le Fond de contrepartie, le Fonds de Promotion Culturelle (FPC), le Fonds de Promotion de l'Education Nationale (FPEN), l'Office des Petites et Moyennes Entreprises Congolaise (OPEC).

L'atteinte de ce niveau des prévisions est soumise à la réalisation des préalables liés à la mobilisation des recettes.

#### **b) Mesures de mobilisation des recettes**

Les principales mesures préconisées pour atteindre les assignations de l'exercice 2017 se déclinent comme suit :

##### ✓ **Concernant la DGDA**

- Le renforcement des sanctions négatives et positives à l'égard des agents commis au service des douanes ;
- La rotation des effectifs consécutifs à la mesure des performances ;
- Le renforcement du contrôle a posteriori et de régularité des opérations de dédouanement (contrôle de destination, de mise en œuvre des marchandises exonérées et contrôle mixte DGDA-DGI) ;
- L'audit des sociétés des télécommunications ;
- La révision à la hausse des prix planchers en matière des télécommunications ;
- La comptabilisation dans la loi de finances au titre des recettes et dépenses du stock de sécurité émergeant dans la structure des prix des produits pétroliers ;
- Le marquage moléculaire des produits pétroliers importés en exonération ;

- Le marquage par vignette des produits d'accises autres que le tabac ;
- Le renforcement de l'efficacité de l'administration douanière par :
  - le renforcement du recouvrement des dossiers contentieux ;
  - la mise en œuvre du programme de sécurisation des frontières;
  - la mise en place au sein du Guichet Unique de dédouanement d'une structure dédiée au traitement des véhicules à l'importation en vue de partager les informations entre services ;
  - l'extension du suivi électronique des cargaisons ;
  - la signature, la ratification et la mise en œuvre des accords d'assistance mutuelle administrative en matière douanière, l'interfaçage des systèmes informatiques, la création et le fonctionnement des bureaux de représentations.

✓ ***S'agissant de la DGI***

- Le recouvrement effectif de l'IPR sur les primes non permanentes accordées aux membres des institutions politiques au niveau central et provincial et assimilés ainsi que des fonctionnaires et agents publics ;
- Le suivi de reversement de l'IPR pour les expatriés ;
- Le suivi du reversement effectif et du recouvrement des suppléments d'impôt à charge des entreprises du portefeuille de l'Etat ;
- Le suivi et le recouvrement effectif de l'impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux expatriés(IERE) ;
- L'implémentation du dispositif de la remontée des informations sur la TVA collectée.

✓ ***Pour la DGRAD***

**1°. Dans le secteur de l'environnement :**

- L'accroissement des efforts pour le recouvrement de la taxe d'implantation, de la taxe de rémunération annuelle et de la taxe de pollution auprès des pétroliers et des miniers.

## 2°. Dans le secteur des Affaires foncières

- La révision à la hausse de la tarification des actes fonciers conformément aux arrêtés interministériels n° 023/CAB/MIN/AFF.FONC/2016 et n° 026/CAB/MIN/AFF.FONC/2016 du 16 mars 2016 ;
- La création et le découpage de nouvelles circonscriptions foncières de 72 à 112 sur toute l'étendue de la République pour rapprocher le service des usagers.

## 3°. Dans le secteur des télécommunications

- La vente de la licence 4G ;
- L'obligation aux opérateurs de télécommunications et services assimilés d'organiser des tranches spéciales sur la loterie par le biais d'un intégrateur structuré en filiale, et d'en informer l'Administration des recettes non fiscales ;
- L'obligation pour les personnes physiques ou morales désireuses d'exploiter les jeux de hasard, loterie, concours de pronostic, pari et activités similaires par la voie de télécommunication et des technologies de l'information d'adresser leurs demandes des numéros courts auprès de l'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications.

### 4.1.2.2. Configuration des dépenses

Les dépenses projetées de l'exercice 2017 sont évaluées à **5.672,4 milliards de FC**, soit un taux de régression de **15,3%** par rapport à leur niveau de la Loi de finances rectificative de 2016 situé à **6.694,5 milliards de FC**.

Elles sont réparties comme suit :

- Dépenses du budget général : **4.399,1 milliards de FC** ;
  - Dépenses des budgets annexes : **883,3 milliards de FC** ;
  - Dépenses des comptes spéciaux : **390,0 milliards de FC**.
- Les dépenses du budget général sont ventilées de la manière ci-après :

- **Dette publique et frais financiers : 234,3 milliards de FC** comprenant essentiellement le remboursement aux partenaires traditionnels et la créance titrisée de la BCC ;
- **Rémunérations : 1.997,7 milliards de FC**, représentant **4,9%** du PIB et **49,9%** des recettes courantes, au-delà du seuil régional de **40%**. Ces crédits représentent l'existant annualisé de l'ordre de **1.967,7 milliards de FC** et les actions nouvelles chiffrées à **30,0 milliards de FC** pour notamment la prise en charge de 13.324 recrues au niveau de la Défense;
- **Fonctionnement : 596,4 milliards de FC**, soit une régression de **18,1%** par rapport à son de 2016 chiffré à **728,5 milliards de FC** ;
- **Transferts et subventions : 679,9 milliards de FC**, soit un taux de régression de **27,1%** par rapport à son niveau de l'exercice 2016 fixé à **933,1 milliards de FC**.

Les transferts et subventions sont répartis de la manière suivante :

- **Rétrocession aux Administrations financières : 166,0 milliards de FC**, soit **2,6%** de régression par rapport à 2016, calculés en appliquant 5% pour la DGDA et la DGI et 10% pour DGRAD et les services d'assiette ;
- **Transferts aux provinces et ETD (fonctionnement) : 212,4 milliards de FC** comme dans la Loi de finances rectificative. Ainsi, le transfert total de 40% des recettes à caractère national s'élève à **1.174,5 milliards de FC** dont **746,7 milliards de FC** pour les rémunérations, **176,5 milliards de FC** pour les investissements et **39,0 milliards de FC** pour la contribution à la mise en place de la caisse nationale de sécurité sociale des agents et fonctionnaires de l'Etat ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques : 114,0 milliards de FC**, soit une augmentation de **1,3%** par rapport à son niveau de 2016.
- **Organismes auxiliaires (y compris Services ex BPO) : 27,5 milliards de FC**, soit une régression de **48,4%** par rapport à son niveau de 2016 ;

- TVA remboursable : **159,9 milliards de FC**, soit une régression de **58,3%** par rapport à 2016.
- **Investissement : 592,3 milliards de FC**, soit **10,4%** des dépenses totales et un taux de régression de **55,0%** par rapport à leur niveau de 2016. Ils sont répartis comme suit :
  - Investissement sur ressources propres : **236,6 milliards de FC**, soit un taux de régression de **36,8%** par rapport à son niveau de 2016. Il est réparti comme suit :
    - Projets du Gouvernement central : **53,6 milliards de FC**, représentant **9,0%** de l'investissement total et un taux de régression de **70,0%** par rapport à 2016 ;
    - Contrepartie des projets : **6,5 milliards de FC** au titre de la quote-part gouvernementale sur le financement des partenaires au développement, reflétant **1,1%** de l'investissement total et **79,7%** de régression par rapport à son niveau inscrit en 2016 ;
    - Projets de provinces : **176,5 milliards de FC** comprenant essentiellement les investissements à compétence exclusive des provinces et ceux relatifs à la mise en place des nouvelles provinces et représentant **29,8%** de l'investissement total, soit **8,0%** d'accroissement par rapport à l'exercice 2016 ;
  - Investissement sur ressources extérieures : **355,7 milliards de FC**, soit un taux de régression de **62,2%** par rapport à son niveau de 2016. Ces ressources qui représentent **60,0%** de l'investissement total, seront affectées aux projets financés par les bailleurs bilatéraux et multilatéraux de la RDC, notamment la Banque mondiale, la BAD, l'Union Européenne, le Royaume Uni et la Chine.
- **Dépenses exceptionnelles : 298,5 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **1,8%** dû essentiellement à l'impact des opérations électorales situé à **248,0 milliards de FC** sur ressources propres et **44,0 milliards de FC** sur ressources extérieures.

- Les dépenses des **budgets annexes** de l'ordre de **883,3 milliards de FC** au même titre que les recettes correspondantes des universités, instituts supérieurs, hôpitaux généraux de référence et centres de santé répertoriés à ce jour.
- Les dépenses des **comptes spéciaux** d'un import de **390,0 milliards de FC** au même titre que les recettes correspondantes des comptes d'affectation spéciale répertoriés à ce jour.

## CONCLUSION

Le projet de Loi de finances de l'exercice 2017 comporte un budget en équilibre, en recettes et en dépenses, à **5.672,4 milliards de FC**. Comparé au budget arrêté dans la Loi de finances rectificative 2016 de l'ordre de **6.694,5 milliards de FC**, il se dégage un taux de régression de **15,3%**.

Au regard du niveau faible des recettes, un effort a été effectué pour refléter dans ce projet de Loi les actions phares contenues dans le Plan quinquennal 2017-2021 issu du Plan National Stratégique de Développement (PNSD en sigle).

Ces actions visent, d'une part, à estomper les effets pervers de la conjoncture économique mondiale actuelle et, d'autre part, à diversifier l'économie nationale afin de stimuler davantage la croissance pour accéder au rang des pays à revenus intermédiaires.

L'effort du Gouvernement va donc se focaliser sur une mobilisation accrue des ressources pouvant financer les multiples actions reprises dans son plan quinquennal. Cela devra se traduire par l'élargissement de l'assiette fiscale, la poursuite de la rationalisation des exonérations, des budgets annexes et des comptes spéciaux.

---

### En annexe :

- Le tableau des indicateurs macroéconomiques ;
- Le tableau synthèse de projection des recettes ;
- Le tableau synthèse de projection des dépenses ;
- Le tableau des modalités de calcul de la rétrocession aux Administrations financières et de 40% des Provinces et ETD ;
- Le tableau d'affectation des ressources par mode de financement ;
- Le tableau des principales actions de la politique salariale 2017 ;
- Le tableau synthèse des ressources extérieures 2017.

**TABLEAU N°1: INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2016-2017**

<b>Cadrage macroéconomique</b>	<b>2016</b>			<b>2017</b>	
	<b>Initial</b>	<b>Revisé</b>	<b>Actualisé</b>	<b>Initial</b>	<b>Actualisé</b>
Taux de croissance	9,00%	6,60%	4,30%	5,70%	5,70%
Déflateur PIB	3,41%	3,21%	3,33%	3,37%	3,38%
Tx d'inflation moyen	3,40%	2,06%	4,10%	4,00%	4,20%
Tx d'inflation fin période	3,30%	3,40%	4,20%	4,00%	4,20%
Tx change moyen (FC/USD)	933,45	933,45	1 034,10	967,90	1 100,00
Tx change fin période (FC/USD)	939,90	939,90	1 052,60	984,60	1 150,00
PIB nominal en milliards FC	41 027,00	36 980,97	36 032,90	40 394,65	40 634,40

**TABLEAU N° 2 : SYNTHÈSE DES RECETTES DU PROJET DU BUDGET 2017 (En FC)**

N°	RUBRIQUES	BUDGET 2016								PROJET BUDGET 2017							
		PREVISIONS 2016 LFR	Struct. (%)	% PIB	PROJECTIONS LINEAIRES FIN JUIN	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal. (%)	REALISATIONS PROBABLES A FIN 2016	Tx Réal. (%)	ECOFIRE	Struct. (%)	% PIB	Taux accr.	PREVISIONS	Struct. (%)	% PIB	Taux accr.
I.	<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>5 497 471 597 384</b>	<b>82,1</b>	<b>13,4</b>	<b>2 748 735 798 692</b>	<b>1 856 760 391 375</b>	<b>67,5</b>	<b>3 440 903 689 244</b>	<b>62,6</b>	<b>4 393 427 877 597</b>	<b>77,5</b>	<b>10,9</b>	<b>-20,1</b>	<b>4 399 063 657 963</b>	<b>77,6</b>	<b>10,9</b>	<b>-20,0</b>
I.1.	<b>RECETTES INTERNES (POUVOIR CENTRAL)</b>	<b>4 386 986 092 194</b>	<b>65,5</b>	<b>10,7</b>	<b>2 193 493 046 097</b>	<b>1 715 226 000 000</b>	<b>78,2</b>	<b>3 306 115 510 274</b>	<b>75,4</b>	<b>3 993 688 679 342</b>	<b>70,5</b>	<b>9,9</b>	<b>-9,0</b>	<b>3 999 324 459 708</b>	<b>70,5</b>	<b>9,9</b>	<b>-8,8</b>
I.1.1.	<b>RECETTES COURANTES</b>	<b>4 293 641 092 194</b>	<b>64,1</b>	<b>10,5</b>	<b>2 146 820 546 097</b>	<b>1 715 226 000 000</b>	<b>79,9</b>	<b>3 306 115 510 274</b>	<b>77,0</b>	<b>3 993 688 679 342</b>	<b>70,5</b>	<b>9,9</b>	<b>-7,0</b>	<b>3 999 324 459 708</b>	<b>70,5</b>	<b>9,9</b>	<b>-6,9</b>
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises	1 835 577 888 634	27,4	4,5	917 788 944 317	713 482 000 000	77,7	1 289 970 911 226	70,3	1 470 243 983 549	25,9	3,6	-19,9	1 479 399 150 125	26,1	3,7	-19,4
I.1.1.2	Recettes des Impôts	1 737 524 626 261	26,0	4,2	868 762 313 131	705 086 000 000	81,2	1 579 140 043 364	90,9	1 739 627 315 211	30,7	4,3	0,1	1 736 107 929 001	30,6	4,3	-0,1
I.1.1.4	Recettes non Fiscales	586 930 546 763	8,8	1,4	293 465 273 382	268 959 000 000	91,6	381 606 555 686	65,0	635 943 796 106	11,2	1,6	8,4	635 943 796 106	11,2	1,6	8,4
1°	<b>DGRAD</b>	<b>586 930 546 763</b>	<b>8,8</b>	<b>1,4</b>	<b>293 465 273 382</b>	<b>245 685 000 000</b>	<b>83,7</b>	<b>358 332 555 686</b>	<b>61,1</b>	<b>635 943 796 106</b>	<b>11,2</b>	<b>1,6</b>	<b>8,4</b>	<b>635 943 796 106</b>	<b>11,2</b>	<b>1,6</b>	<b>8,4</b>
2°	<b>AUTRES</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>23 274 000 000</b>		<b>23 274 000 000</b>		<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	
a.	Bonus sur contrat chinois _ Pas de porte minier		0,0	0,0	0						0,0	0,0			0,0	0,0	
b.	Autres recettes		0,0	0,0	0	23 274 000 000		23 274 000 000									
I.1.1.5	<b>Recettes des Pétroliers Producteurs</b>	<b>133 608 030 536</b>	<b>2,0</b>	<b>0,3</b>	<b>66 804 015 268</b>	<b>27 699 000 000</b>	<b>41,5</b>	<b>55 397 999 998</b>	<b>41,5</b>	<b>147 873 584 476</b>	<b>2,6</b>	<b>0,4</b>	<b>10,7</b>	<b>147 873 584 476</b>	<b>2,6</b>	<b>0,4</b>	<b>10,7</b>
1°	DGI	60 810 796 729	0,9	0,1	30 405 398 365	9 151 575 935	30,1	18 303 151 870	30,1	55 447 660 850	1,0	0,1	-8,8	55 447 660 850	1,0	0,1	-8,8
2°	DGRAD	72 797 233 807	1,1	0,2	36 398 616 904	18 547 424 064	51,0	37 094 848 128	51,0	92 425 923 626	1,6	0,2	27,0	92 425 923 626	1,6	0,2	27,0
I.1.2	<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>93 345 000 000</b>	<b>1,4</b>	<b>0,2</b>	<b>46 672 500 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-100,0</b>
I.1.2.1	Dons et legs intérieurs courants	0	0,0	0,0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	
I.1.2.2	Dons et legs intérieurs projets	0	0,0	0,0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	
I.1.2.3	Remboursement de prêts et avances	0	0,0	0,0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	
I.1.2.4	Produits des emprunts intérieurs	93 345 000 000	1,4	0,2	46 672 500 000		0,0		0,0		0,0	0,0			0,0	0,0	
I.2.	<b>RECETTES EXTERIEURES</b>	<b>1 110 485 505 190</b>	<b>16,6</b>	<b>2,7</b>	<b>555 242 752 595</b>	<b>141 534 391 375</b>	<b>25,5</b>	<b>134 788 178 970</b>	<b>12,1</b>	<b>399 739 198 255</b>	<b>7,1</b>	<b>1,0</b>	<b>-64,0</b>	<b>399 739 198 255</b>	<b>7,0</b>	<b>1,0</b>	<b>-64,0</b>
I.2.1.	<b>RECETTES D'APPUI BUDGETAIRES</b>	<b>131 409 350 633</b>	<b>2,0</b>	<b>0,3</b>	<b>65 704 675 317</b>	<b>1 397 000 000</b>	<b>2,1</b>	<b>1 397 000 000</b>	<b>1,1</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-100,0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-100,0</b>
I.2.1.1	Emprunt Programme			0,0	0	0		0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	
I.2.1.2	Dons Budgétaires	101 002 645 337	1,5	0,2	50 501 322 669		0,0		0,0		0,0	0,0			0,0	0,0	
I.2.1.3	Ressources PPTÉ	30 406 705 296	0,5	0,1	15 203 352 648	1 397 000 000	9,2	1 397 000 000	4,6	0	0,0	0,0	-100,0	0	0,0	0,0	-100,0
a.	Ressources PPTÉ (C2D)	30 406 705 296	0,5	0,1	15 203 352 648	1 397 000 000	9,2	1 397 000 000	4,6		0,0	0,0	-100,0		0,0	0,0	-100,0
b.	Ressources Allègements IADM		0,0	0,0	0						0,0	0,0			0,0	0,0	
I.2.2.	<b>Recettes de Financement des Investissements</b>	<b>979 076 154 557</b>	<b>14,6</b>	<b>2,4</b>	<b>489 538 077 279</b>	<b>140 137 391 375</b>	<b>28,6</b>	<b>133 391 178 970</b>	<b>13,6</b>	<b>399 739 198 255</b>	<b>7,1</b>	<b>1,0</b>	<b>-59,2</b>	<b>399 739 198 255</b>	<b>7,0</b>	<b>1,0</b>	<b>-59,2</b>
I.2.2.1	Dons Projets	606 238 092 310	9,1	1,5	303 119 046 155	140 137 391 375	46,2	133 391 178 970	22,0	398 671 887 257	7,0	1,0	-34,2	398 671 887 257	7,0	1,0	-34,2
I.2.2.2	Emprunts Projets	372 838 062 247	5,6	0,9	186 419 031 124	0	0,0	0	0,0	1 067 310 998	0,0	0,0		1 067 310 998	0,0	0,0	
a)	Bilatéraux et Multilatéraux	16 139 312 247	0,2	0,0	8 069 656 124		0,0		0,0	1 067 310 998	0,0	0,0		1 067 310 998	0,0	0,0	
b)	Emprunts obligataires	256 698 750 000	3,8	0,6	128 349 375 000		0,0		0,0		0,0	0,0			0,0	0,0	
c)	Consortium HUAWEI-Exim Bank Argisol	100 000 000 000	1,5	0,2	50 000 000 000		0,0		0,0		0,0	0,0			0,0	0,0	
II.	<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>830 357 234 210</b>	<b>12,4</b>	<b>2,0</b>	<b>415 178 617 105</b>	<b>352 901 824 539</b>	<b>85,0</b>	<b>705 803 649 079</b>	<b>85,0</b>	<b>883 273 336 845</b>	<b>15,6</b>	<b>2,2</b>	<b>6,4</b>	<b>883 273 336 845</b>	<b>15,6</b>	<b>2,2</b>	<b>6,4</b>
III.	<b>COMPTES SPECIAUX</b>	<b>366 677 671 524</b>	<b>5,5</b>	<b>0,9</b>	<b>183 338 835 762</b>	<b>95 692 550 078</b>	<b>52,2</b>	<b>191 385 100 156</b>	<b>52,2</b>	<b>390 044 907 336</b>	<b>6,9</b>	<b>1,0</b>	<b>6,4</b>	<b>390 044 907 336</b>	<b>6,9</b>	<b>1,0</b>	<b>6,4</b>
III.1	FONER	113 860 573 845	1,7	0,3	56 930 286 922	53 430 972 673	93,9	106 861 945 346	93,9	121 116 556 647	2,1	0,3	6,4	121 116 556 647	2,1	0,3	6,4
III.2	Fonds de Promotion de l'Education	3 797 653 890	0,1	0,0	1 898 826 945	1 388 042 497	73,1	2 776 084 994	73,1	4 039 666 646	0,1	0,0	6,4	4 039 666 646	0,1	0,0	6,4
III.3	Fonds de Promotion Culturelle	6 045 492 959	0,1	0,0	3 022 746 480	2 971 359 789	98,3	5 942 719 579	98,3	6 430 753 559	0,1	0,0	6,4	6 430 753 559	0,1	0,0	6,4
III.4	Fonds de Promotion de l'Industrie	134 193 641 429	2,0	0,3	67 096 820 714	23 685 177 712	35,3	47 370 355 424	35,3	142 745 387 846	2,5	0,4	6,4	142 745 387 846	2,5	0,4	6,4
III.5	Fonds de Contrepartie	10 533 913 941	0,2	0,0	5 266 956 971	747 907 890	14,2	1 495 815 780	14,2	11 205 207 751	0,2	0,0	6,4	11 205 207 751	0,2	0,0	6,4
III.6	OPEC	588 380 919	0,0	0,0	294 190 460		0,0	0	0,0	625 876 618	0,0	0,0	6,4	625 876 618	0,0	0,0	6,4
III.7	RVA (Go pass)	83 475 130 200	1,2	0,2	41 737 565 100	12 646 482 225	30,3	25 292 964 450	30,3	88 794 742 501	1,6	0,2	6,4	88 794 742 501	1,6	0,2	6,4
III.8	Fonds Forestier National	14 182 884 341	0,2	0,0	7 091 442 171	822 607 292	11,6	1 645 214 584	11,6	15 086 715 767	0,3	0,0	6,4	15 086 715 767	0,3	0,0	6,4
	<b>TOTAL RECETTES / FC</b>	<b>6 694 506 503 118</b>	<b>100,0</b>	<b>16,3</b>	<b>3 347 253 251 559</b>	<b>2 305 354 765 992</b>	<b>68,9</b>	<b>4 338 092 438 478</b>	<b>64,8</b>	<b>5 666 746 121 778</b>	<b>100,0</b>	<b>14,0</b>	<b>-15,4</b>	<b>5 672 381 902 144</b>	<b>100,0</b>	<b>14,0</b>	<b>-15,3</b>

**TABLEAU N° 3 : SYNTHÈSE DES DÉPENSES DU PROJET DU BUDGET 2017 (En FC)**

DÉPENSES	BUDGET 2016										PROJET BUDGET 2017									
	PREVISIONS 2016 LFR	Struct (%)	% PIB	PROJECTIONS LINEAIRES FIN JUIN	EXECUTIONS A FIN JUIN	Tx Réal. (%)	% RCR	EXECUTIONS PROBABLES A FIN 2016	Tx Réal. (%)	ECOFIRE	Struct (%)	% PIB	Taux Accr.	% RC	PREVISIONS	Struct (%)	% PIB	Taux Accr.	% RC	
<b>A. BUDGET GENERAL</b>	<b>5 497 471 597 384</b>	<b>82,1</b>	<b>13,4</b>	<b>2 748 735 798 692</b>	<b>2 036 322 091 315</b>	<b>74,1</b>		<b>3 933 916 894 387</b>	<b>71,6</b>	<b>4 393 427 877 597</b>	<b>77,5</b>	<b>10,9</b>	<b>-20,1</b>		<b>4 399 063 657 963</b>	<b>77,6</b>	<b>10,8</b>	<b>-20,0</b>		
<i>dont celles sur ressources internes</i>	<i>4 518 395 442 827</i>	<i>67,5</i>	<i>11,0</i>	<i>2 259 197 721 414</i>	<i>1 897 594 803 073</i>	<i>84,0</i>		<i>3 795 189 606 145</i>	<i>84,0</i>	<i>3 993 688 679 342</i>	<i>70,5</i>	<i>9,9</i>	<i>-11,6</i>		<i>3 999 324 459 708</i>	<i>70,5</i>	<i>9,8</i>	<i>-11,5</i>		
<b>I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS</b>	<b>245 437 048 200</b>	<b>3,7</b>	<b>0,6</b>	<b>122 718 524 100</b>	<b>175 420 864 410</b>	<b>142,9</b>	<b>10,2</b>	<b>350 841 728 820</b>	<b>142,9</b>	<b>234 287 200 000</b>	<b>4,1</b>	<b>0,6</b>	<b>-4,5</b>	<b>6,1</b>	<b>234 287 200 000</b>	<b>4,1</b>	<b>0,6</b>	<b>-4,5</b>	<b>5,9</b>	
<b>1.1. Dette publique</b>	<b>167 111 720 000</b>	<b>2,5</b>	<b>0,4</b>	<b>83 555 860 000</b>	<b>135 086 982 815</b>	<b>161,7</b>	<b>7,9</b>	<b>270 173 965 630</b>	<b>161,7</b>	<b>167 111 720 000</b>	<b>2,9</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>4,3</b>	<b>167 111 720 000</b>	<b>2,9</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>4,2</b>	
1.1.1. Dette Intérieure	20 000 000 000	0,3	0,0	10 000 000 000	28 369 048 053	283,7	1,7	56 738 096 106	283,7	20 000 000 000	0,4	0,0	0,0	0,5	20 000 000 000	0,4	0,0	0,0	0,5	
1.1.2. Dette Extérieure (Principal)	147 111 720 000	2,2	0,4	73 555 860 000	106 717 934 762	145,1	6,2	213 435 869 524	145,1	147 111 720 000	2,6	0,4	0,0	3,8	147 111 720 000	2,6	0,4	0,0	3,7	
<b>1.2. Frais financiers</b>	<b>78 325 328 200</b>	<b>1,2</b>	<b>0,2</b>	<b>39 162 664 100</b>	<b>40 333 881 595</b>	<b>103,0</b>	<b>2,4</b>	<b>80 667 763 190</b>	<b>103,0</b>	<b>67 175 480 000</b>	<b>1,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-14,2</b>	<b>1,7</b>	<b>67 175 480 000</b>	<b>1,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-14,2</b>	<b>1,7</b>	
1.2.1. Intérieurs	61 149 848 200	0,9	0,1	30 574 924 100	31 372 274 103	102,6	1,8	62 744 548 206	102,6	50 000 000 000	0,9	0,1	-18,2	1,3	50 000 000 000	0,9	0,1	-18,2	1,3	
1.2.2. Extérieurs	17 175 480 000	0,3	0,0	8 587 740 000	8 961 607 492	104,4	0,5	17 923 214 984	104,4	17 175 480 000	0,3	0,0	0,0	0,4	17 175 480 000	0,3	0,0	0,0	0,4	
<b>II. DÉPENSES DE PERSONNEL (RÉMUNÉRATIONS)</b>	<b>1 981 589 519 145</b>	<b>29,6</b>	<b>4,8</b>	<b>990 794 759 573</b>	<b>976 349 669 721</b>	<b>98,5</b>	<b>56,9</b>	<b>1 952 699 339 442</b>	<b>98,5</b>	<b>1 981 589 519 145</b>	<b>35,0</b>	<b>4,9</b>	<b>0,0</b>	<b>51,5</b>	<b>1 981 589 519 145</b>	<b>34,9</b>	<b>4,9</b>	<b>0,0</b>	<b>49,5</b>	
2.1. Pouvoir Central	1 262 348 688 736	18,9	3,1	631 174 344 368	603 020 329 539	95,5	35,2	1 206 040 659 078	95,5	1 262 348 688 736	22,3	3,1	0,0	32,8	1 234 930 838 781	21,8	3,0	-2,2	30,9	
2.2. Provinces	719 240 830 409	10,7	1,8	359 620 415 205	373 329 340 182	103,8	21,8	746 658 680 364	103,8	719 240 830 409	12,7	1,8	0,0	18,7	746 658 680 364	13,2	1,8	3,8	18,7	
<b>III. BIENS, MATÉRIELS ET PRESTATIONS (FONCT.)</b>	<b>728 503 906 215</b>	<b>10,9</b>	<b>1,8</b>	<b>364 251 953 107</b>	<b>350 038 582 580</b>	<b>96,1</b>	<b>20,4</b>	<b>700 077 165 699</b>	<b>96,1</b>	<b>612 500 000 000</b>	<b>10,8</b>	<b>1,5</b>	<b>-15,9</b>	<b>15,9</b>	<b>613 500 000 000</b>	<b>10,8</b>	<b>1,5</b>	<b>-15,8</b>	<b>15,3</b>	
<b>3.1. Institutions</b>	<b>206 002 298 025</b>	<b>3,1</b>	<b>0,5</b>	<b>103 001 149 013</b>	<b>132 312 670 356</b>	<b>128,5</b>	<b>7,7</b>	<b>264 625 340 713</b>	<b>128,5</b>	<b>190 000 000 000</b>	<b>3,4</b>	<b>0,5</b>	<b>-7,8</b>	<b>4,9</b>	<b>191 000 000 000</b>	<b>3,4</b>	<b>0,5</b>	<b>-7,3</b>	<b>4,8</b>	
<b>3.2. Ministères</b>	<b>474 001 608 189</b>	<b>7,1</b>	<b>1,2</b>	<b>237 000 804 095</b>	<b>199 700 026 869</b>	<b>84,3</b>	<b>11,6</b>	<b>399 400 053 739</b>	<b>84,3</b>	<b>393 000 000 000</b>	<b>6,9</b>	<b>1,0</b>	<b>-17,1</b>	<b>10,2</b>	<b>393 000 000 000</b>	<b>6,9</b>	<b>1,0</b>	<b>-17,1</b>	<b>9,8</b>	
3.2.1. Fonctionnement des Ministères	464 401 608 189	6,9	1,1	232 200 804 095	197 612 794 629	85,1	11,5	395 225 589 259	85,1	390 000 000 000	6,9	1,0	-16,0	10,1	390 000 000 000	6,9	1,0	-16,0	9,8	
3.2.2. Financement des réformes	9 600 000 000	0,1	0,0	4 800 000 000	2 087 232 240	43,5	0,1	4 174 464 480	43,5	3 000 000 000	0,1	0,0	-68,8	0,1	3 000 000 000	0,1	0,0	-68,8	0,1	
<b>3.3. Subvention aux Services Déconcentrés</b>	<b>9 500 000 000</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>4 750 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>9 500 000 000</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>9 500 000 000</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	
<b>3.4. Charges communes</b>	<b>39 000 000 000</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>19 500 000 000</b>	<b>18 025 885 624</b>	<b>92,4</b>	<b>1,1</b>	<b>36 051 771 248</b>	<b>92,4</b>	<b>20 000 000 000</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>-48,7</b>	<b>0,5</b>	<b>20 000 000 000</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>-48,7</b>	<b>0,5</b>	
<b>IV. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS</b>	<b>933 100 355 601</b>	<b>13,9</b>	<b>2,3</b>	<b>466 550 177 800</b>	<b>307 349 930 886</b>	<b>65,9</b>	<b>17,9</b>	<b>614 699 861 772</b>	<b>65,9</b>	<b>639 710 069 429</b>	<b>11,3</b>	<b>1,6</b>	<b>-31,4</b>	<b>16,6</b>	<b>640 875 840 655</b>	<b>11,3</b>	<b>1,6</b>	<b>-31,3</b>	<b>16,0</b>	
<b>4.1. Rétrocession aux Régies financières</b>	<b>170 434 437 787</b>	<b>2,5</b>	<b>0,4</b>	<b>85 217 218 894</b>	<b>67 188 946 984</b>	<b>78,8</b>	<b>3,9</b>	<b>134 377 893 968</b>	<b>78,8</b>	<b>165 781 322 686</b>	<b>2,9</b>	<b>0,4</b>	<b>-2,7</b>	<b>4,3</b>	<b>166 016 586 325</b>	<b>2,9</b>	<b>0,4</b>	<b>-2,6</b>	<b>4,2</b>	
<b>4.2. Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)</b>	<b>212 400 000 000</b>	<b>3,2</b>	<b>0,5</b>	<b>106 200 000 000</b>	<b>69 954 977 413</b>	<b>65,9</b>	<b>4,1</b>	<b>139 909 954 826</b>	<b>65,9</b>	<b>212 400 000 000</b>	<b>3,7</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>5,5</b>	<b>212 400 000 000</b>	<b>3,7</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>5,3</b>	
<b>4.3. Interventions économiques, soc., cult. et scient.</b>	<b>112 522 614 979</b>	<b>1,7</b>	<b>0,3</b>	<b>56 261 307 490</b>	<b>52 555 783 408</b>	<b>93,4</b>	<b>3,1</b>	<b>105 111 566 816</b>	<b>93,4</b>	<b>75 000 000 000</b>	<b>1,3</b>	<b>0,2</b>	<b>-33,3</b>	<b>2,0</b>	<b>75 000 000 000</b>	<b>1,3</b>	<b>0,2</b>	<b>-33,3</b>	<b>1,9</b>	
<b>4.4. Organismes Auxiliaires (y compris Services ex-BPO)</b>	<b>53 301 103 125</b>	<b>0,8</b>	<b>0,1</b>	<b>26 650 551 563</b>	<b>10 790 846 060</b>	<b>40,5</b>	<b>0,6</b>	<b>21 581 692 120</b>	<b>40,5</b>	<b>27 500 000 000</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>-48,4</b>	<b>0,7</b>	<b>27 500 000 000</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>-48,4</b>	<b>0,7</b>	
4.4.1. Fonctionnement des Organismes Auxiliaires	39 301 103 125	0,6	0,1	19 650 551 563	4 033 518 588	20,5	0,2	8 067 037 176	20,5	20 000 000 000	0,4	0,0	-49,1	0,5	20 000 000 000	0,4	0,0	-49,1	0,5	
4.4.2. Fonctionnement des Services ex-BPO	14 000 000 000	0,2	0,0	7 000 000 000	6 757 327 472	96,5	0,4	13 514 654 944	96,5	7 500 000 000	0,1	0,0	-46,4	0,2	7 500 000 000	0,1	0,0	-46,4	0,2	
<b>4.5. Bourses d'études</b>	<b>700 000 000</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>350 000 000</b>	<b>77 359 843</b>	<b>22,1</b>	<b>0,0</b>	<b>154 719 686</b>	<b>22,1</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>-100,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>-100,0</b>	<b>0,0</b>		
<b>4.6. TVA remboursable</b>	<b>383 742 199 709</b>	<b>5,7</b>	<b>0,9</b>	<b>191 871 099 855</b>	<b>106 782 017 178</b>	<b>55,7</b>	<b>6,2</b>	<b>213 564 034 356</b>	<b>55,7</b>	<b>159 028 746 743</b>	<b>2,8</b>	<b>0,4</b>	<b>-58,6</b>	<b>4,1</b>	<b>159 959 254 329</b>	<b>2,8</b>	<b>0,4</b>	<b>-58,3</b>	<b>4,0</b>	
<b>V. DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>1 315 540 768 224</b>	<b>19,7</b>	<b>3,2</b>	<b>657 770 384 112</b>	<b>174 363 906 088</b>	<b>26,5</b>	<b>10,2</b>	<b>210 000 523 934</b>	<b>16,0</b>	<b>626 841 089 023</b>	<b>11,1</b>	<b>1,6</b>	<b>-52,4</b>	<b>16,3</b>	<b>630 311 098 163</b>	<b>11,1</b>	<b>1,6</b>	<b>-52,1</b>	<b>15,8</b>	
<b>5.1. Investissements sur ressources propres</b>	<b>374 264 613 667</b>	<b>5,6</b>	<b>0,9</b>	<b>187 132 306 833</b>	<b>35 636 617 846</b>	<b>19,0</b>	<b>2,1</b>	<b>71 273 235 692</b>	<b>19,0</b>	<b>271 101 890 768</b>	<b>4,8</b>	<b>0,7</b>	<b>-27,6</b>	<b>7,0</b>	<b>274 571 899 908</b>	<b>4,8</b>	<b>0,7</b>	<b>-26,6</b>	<b>6,9</b>	
5.1.1. Projets Gouvernement central	178 935 353 376	2,7	0,4	89 467 676 688	16 631 627 782	18,6	1,0	33 263 255 564	18,6	50 950 603 368	0,9	0,1	-71,5	1,3	52 632 608 852	0,9	0,1	-70,6	1,3	
5.1.2. Contrepartie des projets	32 000 000 000	0,5	0,1	16 000 000 000	817 751 505	5,1	0,0	1 635 503 010	5,1	6 500 000 000	0,1	0,0	-79,7	0,2	6 500 000 000	0,1	0,0	-79,7	0,2	
5.1.3. Projets des Provinces	163 329 260 290	2,4	0,4	81 664 630 145	18 187 238 559	22,3	1,1	36 374 477 118	22,3	213 651 287 400	3,8	0,5	30,8	5,6	215 439 291 056	3,8	0,5	31,9	5,4	
<b>5.3. Investissements sur ressources extérieures</b>	<b>941 276 154 557</b>	<b>14,1</b>	<b>2,3</b>	<b>470 638 077 279</b>	<b>138 727 288 242</b>	<b>29,5</b>	<b>8,1</b>	<b>138 727 288 242</b>	<b>14,7</b>	<b>355 739 198 255</b>	<b>6,3</b>	<b>0,9</b>	<b>-62,2</b>	<b>9,3</b>	<b>355 739 198 255</b>	<b>6,3</b>	<b>0,9</b>	<b>-62,2</b>	<b>8,9</b>	
5.3.1. Projets financés sur emprunts obligataires	256 698 750 000	3,8	0,6	128 349 375 000	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-100,0	0,0	
5.3.2. Projets issus du Consortium HUAHEI-Exim Bank	100 000 000 000	1,5	0,2	50 000 000 000	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-100,0	0,0	
5.3.3. Autres bailleurs	584 577 404 557	8,7	1,4	292 288 702 279	138 727 288 242	47,5	8,1	138 727 288 242	23,7	355 739 198 255	6,3	0,9	-39,1	9,3	355 739 198 255	6,3	0,9	-39,1	8,9	
<b>VI. DÉPENSES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>293 300 000 000</b>	<b>4,4</b>	<b>0,7</b>	<b>146 650 000 000</b>	<b>52 799 137 360</b>	<b>36,0</b>	<b>3,1</b>	<b>105 598 274 720</b>	<b>36,0</b>	<b>298 500 000 000</b>	<b>5,3</b>	<b>0,7</b>	<b>1,8</b>	<b>7,8</b>	<b>298 500 000 000</b>	<b>5,3</b>	<b>0,7</b>	<b>1,8</b>	<b>7,5</b>	
<b>6.1. Dépenses except. sur ressources propres</b>	<b>255 500 000 000</b>	<b>3,8</b>	<b>0,6</b>	<b>127 750 000 000</b>	<b>52 799 137 360</b>	<b>41,3</b>	<b>3,1</b>	<b>105 598 274 720</b>	<b>41,3</b>	<b>254 500 000 000</b>	<b>4,5</b>	<b>0,6</b>								

TABLEAU N° 4 : MODALITÉS DE CALCUL DE LA RETROCESSION AUX REGIES FINANCIERES ET DE 40% DE TRANSFERT AUX PROVINCES ET ETD / PROJET DU BUDGET 2017

RUBRIQUES	BUDGET 2016	AVANT-PROJET BUDGET 2017 / ECOFIRE	PROJET BUDGET 2017 / Prévisions
	PREVISIONS 2016	PROJECTIONS 2017	PROJECTIONS 2017
<b>1. Recettes courantes</b>	<b>4 293 641 092 194 FC</b>	<b>3 993 688 679 342 FC</b>	<b>3 999 324 459 708 FC</b>
- DGDA	1 835 577 888 634 FC	1 470 243 983 549 FC	1 479 399 150 125 FC
- DGI	1 737 524 626 261 FC	1 739 627 315 211 FC	1 736 107 929 001 FC
- DGRAD	586 930 546 763 FC	635 943 796 106 FC	635 943 796 106 FC
- Pétroliers	133 608 030 536 FC	147 873 584 476 FC	147 873 584 476 FC
<b>2. TVA remboursable</b>	<b>628 274 852 672 FC</b>	<b>566 132 437 246 FC</b>	<b>567 062 944 832 FC</b>
- DGDA	314 137 426 336 FC	251 614 853 250 FC	253 181 651 632 FC
- DGI	314 137 426 336 FC	314 517 583 995 FC	313 881 293 200 FC
<b>3. Recettes courantes - Déductions</b>	<b>3 665 366 239 522 FC</b>	<b>3 427 556 242 096 FC</b>	<b>3 432 261 514 876 FC</b>
- DGDA	1 521 440 462 298 FC	1 218 629 130 299 FC	1 226 217 498 493 FC
- DGI	1 423 387 199 925 FC	1 425 109 731 216 FC	1 422 226 635 801 FC
- DGRAD	586 930 546 763 FC	635 943 796 106 FC	635 943 796 106 FC
- Pétroliers	133 608 030 536 FC	147 873 584 476 FC	147 873 584 476 FC
<b>4. Rétrocession Régies</b>	<b>170 434 437 787 FC</b>	<b>195 781 322 686 FC</b>	<b>196 016 586 325 FC</b>
- DGDA	62 572 023 115 FC	60 931 456 515 FC	61 310 874 925 FC
- DGI	57 669 359 996 FC	71 255 486 561 FC	71 111 331 790 FC
- DGRAD	50 193 054 676 FC	63 594 379 611 FC	63 594 379 611 FC
<b>5. Recettes Courantes - Rétro Régies</b>	<b>3 494 931 801 735 FC</b>	<b>3 231 774 919 410 FC</b>	<b>3 236 244 928 550 FC</b>
- DGDA	1 458 868 439 183 FC	1 157 697 673 784 FC	1 164 906 623 568 FC
- DGI	1 365 717 839 929 FC	1 353 854 244 655 FC	1 351 115 304 011 FC
- DGRAD	536 737 492 087 FC	572 349 416 495 FC	572 349 416 495 FC
- Pétroliers	133 608 030 536 FC	147 873 584 476 FC	147 873 584 476 FC
<b>6. Recettes Courantes après déduction dette</b>	<b>3 193 287 675 735 FC</b>	<b>2 931 774 919 410 FC</b>	<b>2 936 244 928 550 FC</b>
- DGDA	1 358 320 397 183 FC	1 057 697 673 784 FC	1 064 906 623 568 FC
- DGI	1 265 169 797 929 FC	1 253 854 244 655 FC	1 251 115 304 011 FC
- DGRAD	436 189 450 087 FC	472 349 416 495 FC	472 349 416 495 FC
- Pétroliers	133 608 030 536 FC	147 873 584 476 FC	147 873 584 476 FC
<b>7. Transfert (40%)</b>	<b>1 277 315 070 294 FC</b>	<b>1 172 709 967 764 FC</b>	<b>1 174 497 971 420 FC</b>
- DGDA	543 328 158 873 FC	423 079 069 514 FC	425 962 649 427 FC
- DGI	506 067 919 172 FC	501 541 697 862 FC	500 446 121 604 FC
- DGRAD	174 475 780 035 FC	188 939 766 598 FC	188 939 766 598 FC
- Pétroliers	53 443 212 214 FC	59 149 433 790 FC	59 149 433 790 FC
<b>8. Répartition Transfert Provinces</b>	<b>1 277 315 070 294 FC</b>	<b>1 172 709 967 764 FC</b>	<b>1 174 497 971 420 FC</b>
- Rémunérations	719 240 830 409 FC	746 658 680 364 FC	746 658 680 364 FC
- Fonctionnement	212 400 000 000 FC	212 400 000 000 FC	212 400 000 000 FC
- Investissement	163 329 260 290 FC	213 651 287 400 FC	215 439 291 056 FC
- Contribution aux élections	182 344 979 595 FC		
<b>9. Solde (Recettes - Dépenses)</b>	<b>0 FC</b>	<b>0 FC</b>	<b>0 FC</b>
<b>10. Reste à répartir (Pouvoir central)</b>	<b>2 217 616 731 441 FC</b>	<b>2 059 064 951 646 FC</b>	<b>2 061 746 957 130 FC</b>

TABLEAU N° 5 : ETAT DE L'EQUILIBRE FINANCIER ET BUDGETAIRE DU PROJET DU BUDGET 2017

N°	SOURCES DE FINANCEMENT	BUDGET 2016	PROJET BUDGET 2017		RUBRIQUES À FINANCER	BUDGET 2016	PROJET BUDGET 2017	
		PREVISIONS 2016	ECOFIRE	PREVISIONS		PREVISIONS 2016	ECOFIRE	PREVISIONS
<b>A</b>	<b>POUVOIR CENTRAL</b>	<b>5 497 471 597 384</b>	<b>4 393 427 877 597</b>	<b>4 399 063 657 963</b>		<b>5 497 471 597 384</b>	<b>4 393 427 877 597</b>	<b>4 399 063 657 963</b>
<b>1</b>	<b>Ressources Propres</b>	<b>4 487 988 737 531</b>	<b>3 993 688 679 342</b>	<b>3 999 324 459 708</b>	<b>Dépenses sur Ressources Propres</b>	<b>4 487 988 737 531</b>	<b>3 963 281 974 046</b>	<b>3 999 324 459 708</b>
<b>1.1.</b>	<b>Ressources propres affectées à la consommation et aux investissements</b>	<b>3 210 673 667 237</b>	<b>2 820 978 711 578</b>	<b>2 824 826 488 288</b>	<b>Dépenses du Pouvoir central</b>	<b>3 393 018 646 832</b>	<b>2 817 989 856 237</b>	<b>2 824 826 488 288</b>
1.1.1.	Recettes courantes après retenue de 40%	3 016 326 021 900	2 820 978 711 578	2 824 826 488 288	<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 938 745 975 574</b>	<b>2 518 201 934 987</b>	<b>2 511 193 879 436</b>
1.1.2.	Recettes exceptionnelles	93 345 000 000	0	0	- Dette Intérieure	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000
1.1.3.	Dons budgétaires	101 002 645 337	0	0	- Dette et frais financiers extérieurs	164 287 200 000	164 287 200 000	164 287 200 000
1.1.4.	Ressources Allègements IADM	0	0	0	- Frais Financiers intérieurs	61 149 848 200	50 000 000 000	50 000 000 000
					- Rémunérations	1 254 747 012 412	1 254 747 012 412	1 234 930 838 781
					- Fonctionnement des Institutions	206 002 298 025	190 000 000 000	191 000 000 000
					- Fonctionnement des Ministères	453 759 261 336	379 357 653 146	390 000 000 000
					- Financement des réformes	9 600 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
					- Subvention aux Services Déconcentrés	9 500 000 000	9 500 000 000	9 500 000 000
					- Dépenses Communes	39 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000
					- Rétrocession aux Régies Financières	170 434 437 787	165 781 322 686	166 016 586 325
					- Interventions Économiques	112 522 614 979	75 000 000 000	75 000 000 000
					- Fonctionnement des Organismes Auxiliaires	39 301 103 125	20 000 000 000	20 000 000 000
					- Fonctionnement des Services ex-BPO	14 000 000 000	7 500 000 000	7 500 000 000
					- Bourses d'études	700 000 000	0	0
					- TVA Remboursable	383 742 199 709	159 028 746 743	159 959 254 329
					<b>Dépenses d'investissement et exceptionnelles</b>	<b>454 272 671 258</b>	<b>299 787 921 249</b>	<b>313 632 608 852</b>
					- Projets invest. Ress. Propres	166 772 671 258	38 787 921 249	52 632 608 852
					- Contrepartie des projets	32 000 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000
					- Dépenses Except. sur Ressources Propres	255 500 000 000	254 500 000 000	254 500 000 000
<b>1.2.</b>	<b>Retenue de 40%</b>	<b>1 277 315 070 294</b>	<b>1 172 709 967 764</b>	<b>1 174 497 971 420</b>	<b>Transfert aux Provinces et ETD (40%)</b>	<b>1 094 970 090 699</b>	<b>1 145 292 117 809</b>	<b>1 174 497 971 420</b>
					- Rémunérations	719 240 830 409	719 240 830 409	746 658 680 364
					- Fonctionnement	212 400 000 000	212 400 000 000	212 400 000 000
					- Investissement Provinces	163 329 260 290	213 651 287 400	215 439 291 056
<b>2</b>	<b>Ressources Extérieures</b>	<b>1 009 482 859 853</b>	<b>399 739 198 255</b>	<b>399 739 198 255</b>	<b>Dépenses financées sur Ress. PPTE</b>	<b>1 009 482 859 853</b>	<b>430 145 903 551</b>	<b>399 739 198 255</b>
<b>2.1.</b>	<b>Ressources PPTE</b>	<b>30 406 705 296</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>Dépenses financées sur Ress. PPTE</b>	<b>30 406 705 296</b>	<b>30 406 705 296</b>	<b>0</b>
					- Projets invest. Ress. Propres	12 162 682 118	12 162 682 119	0
					- Rémunérations	7 601 676 324	7 601 676 324	0
					- Fonctionnement	10 642 346 854	10 642 346 854	0
<b>2.2.</b>	<b>Recettes extérieures de financement des investissements</b>	<b>979 076 154 557</b>	<b>399 739 198 255</b>	<b>399 739 198 255</b>	<b>Dépenses sur Ress. de financement des invest.</b>	<b>979 076 154 557</b>	<b>399 739 198 255</b>	<b>399 739 198 255</b>
					- Invest. Ress. Extérieures	941 276 154 557	355 739 198 255	355 739 198 255
					- Dépenses Except. sur Ressources Extérieures	37 800 000 000	44 000 000 000	44 000 000 000
<b>B</b>	<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>830 357 234 210</b>	<b>883 273 336 845</b>	<b>883 273 336 845</b>	<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>830 357 234 210</b>	<b>883 273 336 845</b>	<b>883 273 336 845</b>
<b>C</b>	<b>COMPTES SPECIAUX</b>	<b>366 677 671 524</b>	<b>390 044 907 336</b>	<b>390 044 907 336</b>	<b>COMPTES SPECIAUX</b>	<b>366 677 671 524</b>	<b>390 044 907 336</b>	<b>390 044 907 336</b>
	<b>Total général</b>	<b>6 694 506 503 118</b>	<b>5 666 746 121 778</b>	<b>5 672 381 902 144</b>		<b>6 694 506 503 118</b>	<b>5 666 746 121 778</b>	<b>5 672 381 902 144</b>
	<b>Solde</b>					<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**TABLEAU N°6: PRINCIPALES ACTIONS DE POLITIQUE SALARIALE / PROJET DE BUDGET 2017 (en FC)**

N°	SERVICES	JUSTIFICATIF	IMPACT MENSUEL (a)	NOMBRE DE MOIS (b)	Montant projet 2017 (c) = (a)*(b)	OBSERVATION
<b>1. EXISTANT 2016</b>			<b>163 972 650 035</b>	<b>12</b>	<b>1 967 671 800 420</b>	
01	EXISTANT A FIN DECEMBRE 2016	Paie normale liquidées à fin Décembre 2016	160 982 929 600	12	1 931 795 155 200	Données fournies par la Direction de la paie sur base des liquidations du deuxième trimestre
02	Paie complémentaire	Paies hors état liquidatif	2 989 720 435	12	35 876 645 220	Données fournies par la Direction de la paie /Cabinet
<b>2. ACTIONS NOUVELLES POUR L'EXERCICE 2017</b>			<b>4 170 633 853</b>		<b>30 042 598 725</b>	
01	Défense Nationale	Recrutement des 10000 nouveaux recrues pour le besoin de nouvelles Provinces	1 791 653 333	0	16 124 880 000	Cette action(sans coût) est dégagée pour la remplacer avec la mise en retraite du secteur pour des Militaires à plus de 75 ans
02	POLICE NATIONALE CONGOLAISE	Recrutement des 8000 NU	0	0	0	Cette action (sans coût) est dégagée pour la remplacer par la mise en retraite des Policiers
03	PT-NTIC	Prise en compte de la grille bâremique du RASCOM,...	118 721 465	3	356 164 395	Ajustement du bâreme signé depuis 2012
04	FONCTION PUBLIQUE	Allignement de l'Observatoire de Surveillance de la Corruption et Ethique Professionnelle (OSEP)	32 007 520	6	192 045 120	Prise en compte de la prime des mandataires
05	ESU	Prise en compte du Centre Universitaire de MINEMBWE	6 341 898	6	38 051 388	Réajustement du crédit 2016
06	CONAREF	Prise en compte de la Rémunération du Secrétariat Permanent	40 115 000	6	240 690 000	Action prévue au deuxième trimestre 2017 / Cabinet
07	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	Indemnité de sortie des membres du Gouvernement	2 181 794 637	6	13 090 767 822	Action prévue en 2017
08	PRESIDENCE DE LA REPEUBLIQUE	Prise en compte de la nouvelle structuration issue de la dernière mise en place faite en 2016	-	-	-	- Financement à rechercher
09	SERVICES DE CONTRÔLE FINANCIER	IGF	-	-	-	-
		Cour des Comptes	-	-	-	- Financement à rechercher
		CPCC: Amélioration progressive du barème	-	-	-	-
10	FINANCES	Pris en compte de l'Autorité de régulation des Assurances	-	-	-	- Financement à rechercher
11	AGRICULTURE	Harmonisation de la prime spécifique en faveur des agents Administratifs	-	-	-	- Financement à rechercher
12	SECOPE	Mécanisation des 12 500 ENSEIGNANTS NP	-	-	-	- Financement à rechercher
13	SANTE	Prise en compte des NP, NU (5 000) et diverses révéndications du secteur	-	-	-	- Financement à rechercher
14	ADMINISTRATION PUBLIQUE	Poursuite de la rationalisation des salaires des agents et cadres de l'Administration Publique	-	-	-	- Financement à rechercher
		Prise en compte des 15 772 NP des autres Administrations	-	-	-	- Financement à rechercher
<b>TOTAL GENERAL BUDGET 2017</b>			<b>168 143 283 888</b>		<b>1 997 714 399 145</b>	